

► Allocations familiales

Augmentation en Alberta

... à lire en page 3

• L'année 1991

Une année de changements, de transition

par PIERRE BRAULT

EDMONTON- En ce début de nouvelle année, j'ai pensé qu'il serait bon de faire une petite rétrospective des événements qui ont marqué cette année qui vient de se terminer. Si l'on dit que l'on bâtit sur les expériences passées, l'année 1991 nous permettra certainement de bien réfléchir et de bien planifier nos actes à venir.

LA GUERRE DU GOLFE

L'année 1991 en aura été une de changements. Il aura permis au monde entier de vivre des moments intenses et imprévisibles. Il faut penser à la Guerre du Golfe, qui nous a rappelé que nous ne sommes pas à l'abri de quelque fanatique, lunatique de la trempe de Saddam Hussein. Ce dernier a failli lancer le monde dans une guerre totale.

Mais n'eut été de la collaboration de Gorbachev, de Bush, de Major, de Mitterrand et des Nations-Unies, cette guerre aurait eu des conséquences catastrophiques sur le monde entier. On n'a qu'à penser à l'intransigeance d'Israël qui voulait riposter aux missiles de Saddam. Notre Premier ministre a bien tenté de faire jouer au Canada un rôle de premier plan, mais il n'en reste pas moins que notre équipement militaire étant ce qu'il est, nous avons joué un rôle important de soutien dont nous devons tous être fiers. Nos pilotes de CF-18 ont été à la hauteur et ont fait preuve d'un courage incroyable. Notre marine a bien fait son possible dans le domaine du ravitaillement. Bravo à tous les Canadiens qui ont combattu pour la paix.

L'U.R.S.S. N'EST PLUS

L'U.R.S.S. n'est plus. Et

Mikael Gorbachev n'a plus d'emploi. Il aura, selon les observateurs, été victime de ses propres réformes. Il est évident que les libéraux comme Yetsin ont voulu aller plus vite que Gorbachev et que ce dernier a perdu des plumes suite au «putch» dont il a été victime. Il a été dépassé par les événements et n'a même pas été capable de sauver sa peau.

Reste à savoir si les nouveaux états indépendants vont réussir à tenir le coup et surtout contenir l'emprise de la Russie de Boris Yetsin sur tout ce nouveau système de libre marché.

Il devient très important que l'arsenal nucléaire de l'ancienne Russie soit entre les mains de personnes responsables afin d'éviter une catastrophe. S'il fallait que ces armes soient contrôlées par quelques groupes d'extrémistes, qu'advierait-il?

LA RÉVOLUTION GRONDE

La Yougoslavie a vécu et vit encore les pires moments de son histoire. Les Croates et les Serbes se livrent une lutte à finir et sont en train de détruire leur pays. En fait, c'est un autre Liban.

LIBÉRATION DES OTAGES

La libération des derniers otages détenus par les fidèles au régime de Téhéran vient mettre un terme à un drame qui aura duré plus de cinq ans. Mais combien tout cela aura-t-il coûté aux Américains et aux autres pays? Il ne faut jamais oublier que l'Iran est à reconstruire son économie.

LES NATIONS-UNIES

Les Nations-Unies ont joué un rôle très important dans le maintien de la paix dans le monde au cours de la dernière année. Le Secrétaire général Javier Perez de Cuellar a été l'âme dirigeante



(Photo A. Tannebaum-Sygma)

de cette organisation durant de nombreuses années et lui a donné un nouveau sens, un regain de vie.

LE PEUPLE HAÏTIEN

Haïti vit aussi des heures difficiles. Ce petit pays a passé très près de la démocratie mais il y a encore des traces du régime Duvalier qui semblent indélébiles. Il y a encore cette soif du pouvoir de la part de l'armée. Le Père Aristide réussira-t-il à reprendre sa place à la tête de son peuple, de son pays, l'un des plus pauvres sur la planète?

LE SALVADOR

Le Salvador vient de sortir de presque dix ans de terreur. Mais pour combien de temps? Les rebelles et le gouvernement

venaient à peine de signer un traité de paix qu'ils s'accusaient mutuellement d'avoir été les instigateurs de cette révolution.

L'AFRIQUE DU SUD

Le président de Klerck et Nelson Mandela travaillent fermement à faire de l'Afrique du Sud un pays où la majorité noire pourra vivre pleinement ses droits et jouir de sa pleine liberté. Il y a encore beaucoup de chemin à parcourir mais l'espoir règne.

LE CANADA

Au moment où dans le monde entier il y a un mouvement de concertation, d'union, d'unification, au Canada, on parle de séparation. On a des problèmes constitutionnels que l'on refuse

de régler de façon logique. Le gros problème dans tout cela, c'est que la politique partisane y est trop présente, ce qui empêche les vrais partisans d'une unité canadienne de faire un travail efficace. Les Canadiens courent présentement à la destruction du plus beau pays au monde et ils ne semblent pas le réaliser. Et ce sont les fanatiques qui en profitent. On les connaît.

Il est grand temps que l'on fasse quelque chose avant que le ciel nous tombe sur le tête. La récession fait des ravages considérables dans l'Est du pays. Dans l'Ouest on commence à en ressentir les effets. Les Canadiens sont méfiants. Ils sont prudents. Comment les politiciens réussiront-ils à sortir le pays de la récession? Ils devront avoir de très, très bonnes idées. Ils devront faire appel au patronat, aux syndicats, aux travailleurs, aux penseurs, aux économistes pour mettre en commun une stratégie qui remettra le Canada sur le chemin de la prospérité. C'est de cette manière et de cette manière seulement que l'on règlera nos problèmes et non en tirant chacun notre bout de couverture. Elle finira par déchirer. Il sera alors trop tard. Il faut régler le problème économique avant de pouvoir régler celui de la constitution. C'est urgent.

00001095

► Agriculture

Les chèques sont postés

... à lire en page 13

► Année 1991

Rétrospective

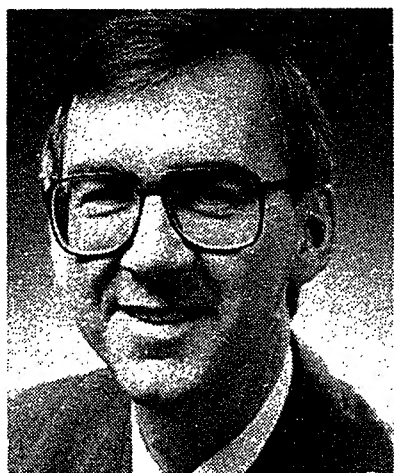
... à lire en page 2

► Jocelyne Verret

Pour une 2e fois au TFE

... à lire en page 8

JANVIER



- Suite aux coupures de 108 millions \$ à la Société Radio-Canada, un mouvement de résistance s'organise au pays.

- Laurence Fedigan, professeur à la Faculté St-Jean est victime d'un accident de la route.

- Le Comité de parents pour une école française à Lethbridge a déposé sa demande auprès de la Commission des écoles catholiques de Lethbridge.

- Le groupe de travail «French Language Working Group» est formé par le ministre de l'Éducation Jim Dinning, afin d'établir les bases de la gestion scolaire pour les francophones.

- Le 20 janvier, un groupe de jeunes de FJA est impliqué dans un grave accident de la route.

FÉVRIER

- Le 9e Carnaval d'hiver de St-Isidore a attiré plus de 1200 personnes.



- Selon le parti Libéral du Québec, un nouveau Québec n'oublierait pas les communautés francophones au Canada.

- Le Carrefour de Calgary ferme ses portes le 16 février.

- L'ACFA provinciale met sur pied un fonds de secours financier pour les victimes d'accidents et leurs familles.

MARS

- L'Association de la presse francophone se voit confier le mandat d'établir un réseau pancanadien de télématique pour les communautés francophones hors Québec.

- Rémi Gagnon est élu président de la régionale de l'ACFA de Bonnyville pour un terme d'un an.

- Selon le rapport intérimaire Spicer, les Canadiens sont contre le bilinguisme officiel.

AVRIL

- La pièce de théâtre Polygraphe de Marie Brassard et Robert Lepage est jouée à Edmonton et attire nombre de francophones et de francophiles. La pièce est aussi présentée en anglais.

- Le Domaine des aînés à St-Isidore comprendra une résidence et une clinique médicale.

- Pas moins de 1300 délégués ont participé à la convention du Reform Party à Saskatoon en Saskatchewan et certains membres ont démontré qu'ils ont la dent dure quand ils s'agit de la minorité francophone.

- La Société Radio-Canada en Alberta et Le Franco lancent officiellement 3 clips pour faire la promotion de la Fondation Donatien Frémont.

MAI

- L'Agence Détour ferme ses portes faute d'aide gouvernementale n'ayant pas atteint son objectif d'auto-financement.

- Marie Philippe est l'invitée du 2e Gala provincial de la chanson française.

- Le Centre de l'Éducation permanente du nord-est célèbre son 5e anniversaire de fondation.

- Le premier Festival d'appréciation culturelle se tient à l'école Maurice-Lavallée et neuf écoles y participent.

- Danièle Lacombe et Yvon Loiseleur remportent les honneurs du 2e Gala provincial de la chanson française.

- Inauguration du Musée historique de Bonnyville, le 18 mai, en présence de nombreux dignitaires.

JUIN

- Les Québécois vivant à l'extérieur du Québec pourront voter lors du référendum de 1992.

- À la Commission de la fonction publique du Canada, il y a plus de secrétaires que de gestionnaires francophones.

- Lors d'une importante rencontre à Ottawa, les leaders de la francophonie canadienne se cherchent un espace au sein de la société canadienne.

- La F.F.H.Q. change de nom et devient la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (F.C.F.A. du Canada).



- Malgré un rapport unanime remis au ministre de l'Éducation, Jim Dinning, la gestion scolaire est remise à plus tard.

JUILLET

- Dans le cadre des cérémonies du centenaire de Morinville, le Gouverneur général du Canada Ray Hnatyshyn rencontre les dignitaires civils et religieux sous une pluie torrentielle.

- Fête surprise à l'occasion du 50e anniversaire de sacerdoce du Père Maurice Beauregard o.m.i.,



- Madame Claudette Tardif devient le vice-doyen de la Faculté Saint-Jean. Elle est la première Franco-Albertaine à accéder à un tel poste.

- Les dirigeants de l'ACFA provinciale rencontrent le Secrétaire d'État, Robert de Cotret et lui trouvent une attitude positive.

- Les Pères Oblats de Marie-Immaculée célèbrent le 150e anniversaire de leur arrivée au Canada.

AOÛT

- FJA et l'ACFA unissent leurs efforts pour présenter simultanément la Clac au lac et la Fête franco-albertaine.

- Le programme de formation générale et spécialisée d'aide au niveau scolaire a produit ses 14 premiers diplômés à Edmonton. Ce programme est parrainé par la Société éducative de l'Alberta.

- La Cour fédérale ordonne l'établissement d'une école homogène française à Medley.

- La 15e Fête du Patrimoine attire plus de 425 000 personnes à Edmonton.



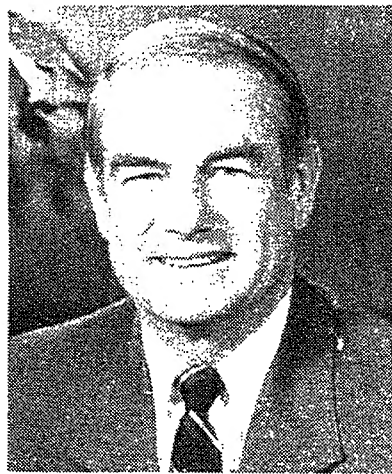
- Les agriculteurs du comté de St-Paul demandent au ministre de l'Agriculture de l'Alberta, Ernie Isley, de dé-

clarer le comté «zone sinistrée» à cause de la sécheresse qui a fait des dommages considérables.

SEPTEMBRE

- Dans le dossier Entente Canada/Communauté, les francophones demandent des garanties constitutionnelles.

- L'école Ste-Jeanne-D'Arc ouvre ses portes dans le sud-est d'Edmonton et y accueille 188 étudiants de la maternelle à la 3e année.



- Don Getty déclare qu'il défendra (?) les droits des francophones.

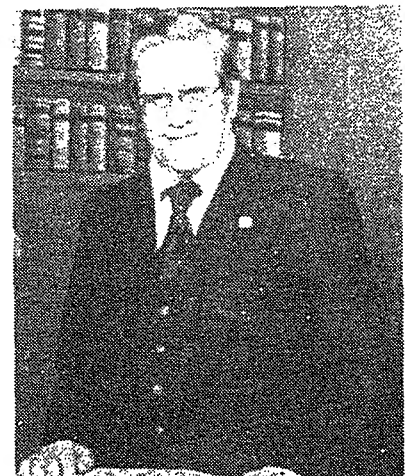
- Lancement du livre «Cent ans d'espérance» de Sr Alice Migneault soulignant le Centenaire de l'arrivée de la Congrégation des Soeurs de l'Assomption de la Ste-Vierge dans l'Ouest canadien.

- Jacques Boulanger vient enregistrer l'émission «Le temps de vivre» à Edmonton. Les aînés sont déçus de l'émission et le font savoir.

OCTOBRE

- Le fédéral présente ses nouvelles propositions constitutionnelles. Les communautés francophones à l'extérieur du Canada et les autochtones n'y trouvent rien pour eux. Ils sont encore laissés pour compte.

- La maternelle française ouvre ses portes à Plamondon à la grande joie des parents.



- Lancement de la Fondation Fernando Girard en Économie qui viendra en aide aux individus qui veulent poursuivre des études en économie et dans le domaine de coopération.

- Avec l'arrivée des Néo-démocrates au pouvoir en Colombie-Britannique, les Franco-Colombiens sont en bonne position face à la ges-

tion scolaire.

NOVEMBRE

- Suite à une entente hors Cour, Air Canada se soumet à la Loi sur les langues officielles. La Cour fédérale n'a pas entériné cette entente étant donné que le tout s'est passé hors Cour.



- Joe Clark rencontre les Franco-Albertains lors du Rond-Point et Denis Tardif est élu président de l'ACFA sans opposition.

- Les jeunes francophones de l'Ouest tiennent à Edmonton, le premier Parlement franco-canadien de l'Ouest.

- On célèbre les 100 ans de Marie-Rose Dandurand, malgré sa santé chancelante. Elle est une pionnière de la région de la Rivière-la-Paix.

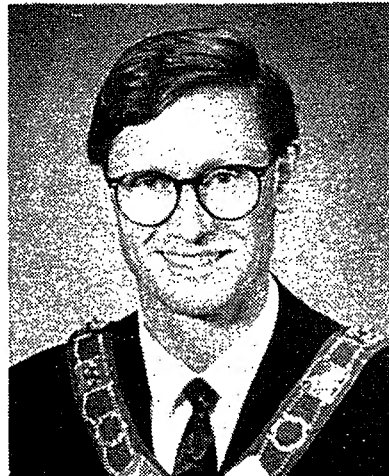
- Le gouvernement NPD a promis aux Fransaskois qu'ils auront la gestion scolaire.

DÉCEMBRE

- Les agriculteurs reçoivent 700 millions \$, mais ce n'est pas encore suffisant. Ils veulent jusqu'à 1,6 milliards \$.

- Mila Mulroney fait une visite remarquée à la Faculté St-Jean.

- Claude Couture lance son livre intitulé Mythe de la modernisation du Québec. Ce livre veut démontrer que le Québec était une province qui évoluait beaucoup et qui avait une élite québécoise francophone dynamique.



- Le Maire de la ville de Calgary, Al Duerr accorde son appui aux francophones qui veulent avoir un centre scolaire communautaire.

• *Allocations familiales*

Augmentation en Alberta

EDMONTON - L'honorable Benoît Bouchard, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, et l'honorable John Oldring, ministre des Services familiaux et sociaux de l'Alberta, ont annoncé l'augmentation des prestations mensuelles d'allocations familiales.

Plus de 371 060 familles albertaines reçoivent des prestations d'allocations familiales pour 712 631 enfants. Suite à cette augmentation, les taux des prestations mensuelles en Alberta sera donc le suivant: pour les enfants âgés de 0 à 6 ans, 27,60\$; pour les enfants âgés de 7 à 11 ans, 33,40\$; pour les enfants âgés de 12 à 15 ans, 44,00\$; et

pour les enfants âgés de 16 ou 17 ans, 50,10\$.

Dans le reste du pays, les prestations d'allocations familiales passeront de 33,93\$ par enfant âgé de moins de 18 ans à 34,88\$.

Le Crédit remboursable d'impôt pour enfants pour l'année d'imposition 1991 atteindra jusqu'à 585,00\$ par enfant, en fonction du revenu familial. De plus, les parents admissibles peuvent demander dans leur déclaration un supplément de 207,00\$ pour chaque enfant de six ans ou moins pour qui aucune déduction pour frais de garde d'enfants n'a été demandée.

De plus les prestations de la Sécurité de la vieillesse, du Supplément de revenu garanti et de l'Allocation au conjoint seront augmentées en janvier 1992.

La pension maximale de la Sécurité de la vieillesse passera de 373,32\$ à 374,07\$ par mois.

Le Supplément de revenu garanti (SRG) maximal pour les pensionnés seuls à faible revenu passera de 443,65\$ à 444,54\$ par mois et de 288,97\$ à 289,55\$ pour chacun des conjoints d'un couple retraité à faible revenu.

L'Allocation au conjoint maximale versée aux person-

nes de 60 à 64 ans dans le besoin, mariées à un bénéficiaire du SRG, sera augmentée de 662,29\$ à 663,62\$. Le montant maximal de l'Allocation aux conjoints-veufs ou veuves passera de 731,17\$ par mois à 732,64\$.

Toutes ces prestations sont rajustées de façon intégrale tous les trois mois selon les augmentations de l'indice des prix à la consommation, mesure qu'utilise Statistique Canada pour évaluer le coût de la vie.

Le ministre Bouchard a également annoncé que plus de 2,7 millions de personnes ayant droit aux prestations du Régime de pensions du Canada verront

celles-ci augmenter à compter du 1er janvier 1992. Ce rajustement annuel, qui est de 5,8 pour cent cette année, est fondé sur les augmentations de l'indice des prix à la consommation, mesure qu'utilise Statistique Canada pour évaluer le coût de la vie.

Le Ministre a aussi annoncé des majorations de taux pour les personnes ayant droit aux prestations du Régime de pensions du Canada pour la première fois en 1992. Ces taux sont aussi rajustés chaque année pour suivre l'augmentation générale des traitements et salaires.

• *Francophones hors Québec*

Ouvrir les portes aux immigrants francophones, ou disparaître

OTTAWA (APF): «Ou bien on commence à fabriquer des bébés, ou bien on accepte d'intégrer de nouveaux membres dans la communauté».

Voici ainsi posé le dilemme que les communautés francophones et acadiennes devront résoudre un jour ou l'autre selon le chercheur Stacy Churchill, au terme d'une étude de deux ans portant sur les communautés francophones et acadiennes face au pluralisme dans la société canadienne.

Cette étude inédite révèle que les communautés francophones hors Québec voient encore l'arrivée des nouveaux immigrants comme une menace à leur propre survie. Or selon M. Churchill, il s'agit là d'un mythe véhiculé par l'idéologie traditionnelle canadienne-française. La vérité, dit-il, c'est que la survivance des francophones «est une réussite» en comparaison avec celle des autres immigrants comme les Ukrainiens par exemple, qui après quelques générations au Canada ne parlent même plus leur langue d'origine.

L'immigration a bien changé au fil des années. Entre 1961 et 1971, 81 pour cent des immigrants provenaient de l'Europe et 19 pour cent des pays d'Asie et d'Afrique. En 1988, on observait la tendance inverse: 29 pour cent seulement des nouveaux immigrants étaient de souche européenne, alors que 71 pour cent provenaient des autres coins du monde. Résultat: le Canada est entrain de devenir multiracial, et le poids des deux peuples fondateurs continue de diminuer d'autant.

Mais plus inquiétant encore

pour les francophones est cette tendance des immigrants à s'installer massivement dans le corridor Windsor-Toronto-Ottawa.

M. Churchill compare cette région de l'Ontario à «un trou noir», qui absorbe tout son entourage. «C'est dans le sud de l'Ontario que se jouera la partie décisive pour l'avenir de l'ensemble de la politique des langues officielles» va jusqu'à prédire le chercheur, qui affirme que le renforcement et la valorisation de la langue française dans ce corridor «est la clef de voûte de la survie de la politique nationale des langues officielles au delà de la génération actuelle». Pour réduire l'assimilation il faut, selon lui, créer et étendre dans cette région des institutions d'enseignement postsecondaires en français, «en particulier une université de langue française».

Mais si M. Churchill constate que les francophones s'accrochent encore à la notion de peuple canadien-français, il remarque que la jeunesse francophone a une plus grande ouverture d'esprit envers les immigrants. «La jeunesse voit dans la francophonie multiculturelle un sens d'ouverture. Lassée de la culture «sirop d'érable» la jeunesse francophone, explique M. Churchill, veut pouvoir s'épanouir en français à l'extérieur du cocon de la communauté. Il y a des jeunes qui croient qu'en embrassant les francophones des autres cultures, on va s'enrichir».

Bilingues et parfois multilingues, les «néofrancophones» n'ont pourtant aucun préjugé envers les francophones. Ils sont réceptifs à l'idéo-

logie nationale de la dualité linguistique et sont même prêts à s'intégrer à l'une ou l'autre des deux communautés de langue officielle. «Si les francophones ne défendent pas la tolérance pour les autres, ils ne pourront en retour être défendus par les autres. Tolérance + pluralisme = survie des communautés francophones». Plus encore, M. Churchill croit qu'il «faut élever l'idéologie de la tolérance, au même niveau que l'idéologie des langues officielles».

Le nombre de francophones parmi les immigrants qui s'établissent hors Québec n'est cependant pas encore très élevé. En 1988 sur les 11,000 nouveaux immigrants qui parlaient le français, 4000 seulement avaient choisi de s'installer ailleurs qu'au Québec, particulièrement à Toronto et Ottawa.

Cette ouverture envers les autres que prône M. Churchill est essentiel. «L'avenir des communautés francophones passe par l'importance de ne pas demeurer des communautés statiques».

C'est la Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA) qui a commandé cette étude. Selon le président de la FCFA Raymond Bisson, les francophones ne peuvent plus ignorer le pluralisme canadien. «Si nous claquons la porte au nez des nouvelles et nouveaux venus, dans quelques années ils l'enfonceront», a-t-il prévenu en présence d'une soixantaine de personnes qui ont participé au premier colloque portant sur les communautés francophones et acadiennes face au pluralisme.

• *Sénat élu*

Des sièges réservés aux francophones

OTTAWA (APF): Les francophones de l'extérieur du Québec devraient être représentés dans un Sénat élu.

Tel est l'avis exprimé par deux associations francophones devant le comité spécial sur le renouvellement du Canada.

Pour l'Association canadienne-française de l'Ontario, le mode de scrutin pour l'élection des sénateurs doit «absolument» garantir une représentation des communautés de langue officielle. Pour l'ACFO le gouvernement doit s'assurer qu'un nombre représentatif de francophones siègent au Sénat.

La Fédération des jeunes Canadiens français est du même avis. Selon le président de la FJCF Gino LeBlanc, «il est important que nous soyons représentés par des gens qui partagent la réalité des francophones hors Québec». Même si le Sénat actuel compte déjà une trentaine de sénateurs francophones, M. LeBlanc maintient qu'ils ne peuvent pas représenter les intérêts de la francophonie canadienne. Les sénateurs québécois, a-t-il expliqué aux députés, partagent la même langue, mais pas les mêmes réalités et les mêmes intérêts que les communautés francophones de l'extérieur du Québec.

Cette demande de la FJCF laisse perplexe le seul député néo-démocrate au Québec. Selon Phil Edmundston, les sièges au Sénat «sont comme un 747. Tout le monde veut y prendre place, mais on n'a que 104 sièges».

N'oubliez pas dans notre prochaine édition du 17 janvier notre nouveau Concours de mots croisés

Les francophones de la Péninsule acadienne

Astérix et les Gaulois

Qui donc dans le monde des communications oserait lancer un quotidien dans une ville de 5000 habitants en s'appuyant uniquement sur des fonds privés, installer la salle des nouvelles dans le sous-sol d'un ancien couvent visité par des rats et entretenir la secrète ambition de desservir un jour les lecteurs francophones de toute une province?

par : Bertin Couturier
avec la collaboration
d'Yves Lusignan

Pourtant, après toutes sortes de péripéties et une guerre à finir avec un journal concurrent qui partageait les mêmes ambitions mais pas les mêmes ressources, le quotidien l'Acadie Nouvelle loge aujourd'hui dans des locaux neufs et spacieux, peut compter sur sa propre presse et peut se vanter d'être le seul véritable quotidien francophone de l'extérieur du Québec. Le seul quotidien francophone à ne pas dépendre d'un grand empire de presse pour sa survie. Et le seul aussi à avoir pour mandat de desservir toute une province. Tout ça à Caraquet, Nouveau-Brunswick.

Avec ses 75,000 francophones solidement retranchés derrière un nationalisme à tout crin, la Péninsule acadienne rappelle justement ce "village peuplé d'irréductibles gaulois qui résistent encore et toujours à l'envahisseur".

wick, dans un coin de pays où la première tempête hivernale débute autour du 20 novembre et où le réseau routier laisse encore à désirer.

S'il y a un trait de caractère propre aux Acadiens vivant dans le nord-est du Nouveau-Brunswick, c'est bien l'entêtement. Et ce n'est pas faire injure aux Acadiens de la Péninsule d'affirmer qu'ils sont têtus comme des mules. En vérité, c'est probablement cet entêtement qui leur a permis de traverser les crises contre vents et marées et de réaliser des projets qui, franchement, laissent le visiteur pantois et perplexe.

Comme ce Musée des papes, situé dans le village de Grande-

Le chômage fait partie du mode de vie.

Anse, la porte d'entrée de la Péninsule acadienne.

Ici, il n'est pas nécessaire d'organiser un gala annuel pour célébrer la fierté d'être francophone. La fierté, les Acadiens de la Péninsule sont tombés dedans quand ils étaient petits, comme Obélix. Avec ses 75,000 francophones solidement retranchés derrière un nationalisme à tout crin, la Péninsule acadienne rappelle justement ce "village peuplé d'irréductibles gaulois qui résistent encore et toujours à l'envahisseur" de la célèbre bande dessinée des auteurs Uderzo et Goscinny.

"Contrairement à d'autres régions du Canada, les Acadiens de la Péninsule n'ont pas à se préoccuper du problème de l'assimilation. Bien sûr, il faut toujours faire preuve de vigilance. Ce qui explique la ténacité dont font preuve les gens de la Péninsule" explique Percy Mallet de Shippagan, qui est agent touristique pour la province du Nouveau-Brunswick.

De par ses fonctions, M. Mallet a la chance de voyager un peu partout au Canada. Pour lui, il ne fait aucun doute que la Péninsule acadienne représente le symbole acadien pour l'ensemble des francophones hors Québec.

"Il m'arrive souvent, dit-il, d'entendre parler des francophones de Terre-Neuve, de Vancouver et même de l'Ontario. Ces gens-là connaissent notre histoire et la lutte que nous avons menée pour survivre en tant que peuple".

La Péninsule attire chaque année des milliers de touristes grâce à ses attractions touristiques comme le Musée des papes, l'Aquarium, le Centre marin de Shippagan et surtout le Village historique acadien. C'est ce dernier qui attire le plus de visiteurs, principalement du Québec.

"A la sortie du Village, explique Percy Mallet, les gens comprennent mieux toute la signification que représente une région comme la Péninsule".

Les Acadiens de la Péninsule ont aussi un goût prononcé pour la fête. A preuve, la pléiade de festivals et de carnivals qui per-

mettent aux visiteurs de découvrir l'hospitalité et la chaleur qui caractérisent les Acadiens.

L'emploi : une préoccupation constante

Bien que les gens de la région aiment festoyer, l'emploi demeure une préoccupation constante.

Malheureusement, la population doit composer avec les inconvénients propres à l'exploitation de ressources naturelles. Que ce soit dans le domaine de la pêche, de la tourbe, de l'agriculture et de l'aquaculture, les Acadiens ne savent jamais à quoi s'attendre avant le début de la nouvelle saison.

Le chômage fait partie du mode de vie. Il y a quelques années avant la réforme de l'assurance-chômage, on avait l'habitude de dire qu'il y avait deux sortes de billets de loterie: la 6/49 et la 10/42: 10 semaines de travail et 42 semaines de chômage! La 6/49 c'est le rêve, la 10/42 c'est la réalité quotidienne pour des milliers de travailleurs saisonniers.

A cet égard, la Péninsule a des objectifs bien précis pour assurer sa prospérité. Le mot d'ordre dans la bouche des Acadiens est maintenant: diversification des entreprises. C'est ce qui explique l'implantation d'une usine de textile à Caraquet qui emploie plus de 100 personnes à plein temps.

"La Péninsule prend un virage important sur le plan économique. On ne veut plus se fier uniquement à nos ressources

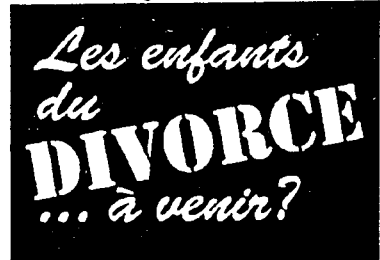
"On ne veut plus se fier uniquement à nos ressources naturelles. Nos efforts sont orientés vers la diversification de nos emplois".

naturelles. Nos efforts sont orientés vers la diversification de nos emplois" souligne le directeur de la Commission d'expansion économique de la Péninsule (CEE), Gérard Brideau.

Peur de perdre le Québec

La question constitutionnelle soulève bien des interrogations dans la Péninsule, comme ailleurs au pays. S'il y a un consensus qui semble se dégager au sein de la population, c'est que personne

Une série de l'Agence de presse francophone



Qui sont ces francophones canadiens éparpillés d'un bout à l'autre du pays, ceux qu'on appelait jusqu'à tout récemment "les francophones hors Québec"? Qui sont ces enfants du divorce qui pourraient survenir entre le Canada, père et pourvoyeur de l'aide financière aux communautés de "langue officielle", et le Québec, la mère patrie? Quels sont leurs attentes, leurs espoirs, et leurs craintes face à l'avenir?

ne souhaite le départ du Québec de la Confédération canadienne.

Pour le père du Mouvement coopératif acadien, Martin J. Légère de Caraquet, l'Acadie a beaucoup plus à perdre qu'à ga-

"Si la province de Québec se sépare du reste du pays, ce sera extrêmement dramatique pour notre peuple sur tous les plans".

gner dans le débat constitutionnel: "Si la province de Québec se sépare du reste du pays, ce sera extrêmement dramatique pour notre peuple sur tous les plans. Au niveau linguistique, comment voulez-vous que nos droits soient respectés dans un Canada anglais? Et sur le plan économique, nos institutions auront bien du mal à recevoir leurs argentés provenant du Secrétariat d'Etat. Ce dernier pourrait être porté à se montrer moins généreux sans la présence du Québec".

L'autre crainte exprimée a trait au projet de l'union politique et économique des provinces maritimes. Pour plusieurs observateurs, cela pourrait signifier un net recul pour le peuple acadien.

"On a toutes les misères au monde à se faire entendre dans notre province, bien que nous représentons le tiers de la population relève avec justesse Martin Légère. "Imaginez alors la situation, si l'on doit vivre à l'intérieur des Maritimes. On va être totalement noyé dans une marée anglophone. Pour nous c'est un scénario inacceptable".

■ Bertin Couturier est journaliste pigiste à Caraquet

Yves Lusignan est journaliste et responsable de l'Agence de presse francophone

• Soirée de fin d'année

Un repas, un grand nom



Pauline Dubé

par ARLETTE DHUICQUE ST-PAUL - La soirée de fin d'année au Centre culturel, le 13 décembre dernier, est uniquement l'initiative de Pauline Dubé en charge des Blés d'Or. Elle retrouve avec beaucoup de joie ce Centre où elle fut en poste à l'ACFA plusieurs années.

Estimant que notre francophonie devait vivre le partage en cette période des Fêtes, elle regroupait de nombreux membres au nom des Comités. Ainsi, remerciements étaient faits à bien des personnes ayant la responsabilité de nos activités tout au long de l'année.

Cette soirée a débuté par une promenade en traîneau, suivie d'un buffet de Noël avec danse dans la salle des banquets.

Les Tourbillons et Martine, secrétaire de l'ACFA, ont assuré toute la belle décoration. Pauline impliquait deux nouvelles personnes: Claude Labrie au bar et Yves Joly à la musique disco. Elle confiait le soin du repas à Louise de Champlain.

Louise avait voulu se surpasser et son buffet, servi sur des tables décorées de fleurs naturelles, était digne d'un grand restaurant.

Cette soirée avec une recherche et une ambiance nouvelles se terminait à 4 heures du matin, les jeunes restant les derniers et formant ce qu'on appelle «le dernier carré».

Pour tout le monde... pour la vie!
PARTICIPATION

EPIHEMERIDES

Janvier

11	12	13	14	15	16	17
1910 Grand froid à Delmas, Sask. -58 degrés	1936 Inauguration de la JEC au Pensionnat SASV, Edmonton	1948 Incendie de l'école Résidentielle à Delmas, Sask.	1953 Incendie d'une des écoles de Mallaig, Alberta	1905 Incendie de l'école Résidentielle de Saint-Paul-des-Métis, Alberta	1941 Bénédiction du nouveau couvent SASV, à Bonnyville, Alberta	1915 Bénédiction de l'école Saint-Vital, Battleford, Sask.



EDITORIAL

par Pierre Brault

Le Canada et la pauvreté

Avez-vous remarqué que depuis quelques années on parle de plus en plus de pauvreté au Canada? À chaque jour, les journaux, la radio, la télévision, nous font part de situations dramatiques dans différents coins du pays.

La récession, le chômage qui s'en suit, les fermetures d'usines font des milliers de victimes. Ces victimes sont des pères de famille jeunes ou ayant atteint la cinquantaine qui ont une femme et des enfants à nourrir. Ce sont aussi des femmes qui sont le seul soutien de leur famille suite à une séparation ou à un divorce. Ce sont les membres de familles monoparentales. Ce sont les sans-abris. Ce sont les victimes de violence familiale.

Et cela se passe au Canada, dans un pays que l'on dit riche et plein d'avenir. Cela se passe dans un pays qui a des ressources encore inexplorées.

Les banques d'alimentation ne fournissent plus à la demande. Les éducateurs doivent, avant de commencer leur journée à l'école, s'assurer que les enfants ont mangé. C'est une situation grave à laquelle il faudra inévitablement faire face un jour qui n'est pas très loin. Il faudra surtout trouver des solutions, car c'est le genre de situation qui dans d'autres pays a amené les pauvres à se révolter.

On a proclamé une année des sans-abris parrainée par les Nations-Unies. Au Canada, que s'est-il fait pour ces derniers. Absolument rien. Le gouvernement fédéral a-t-il mis sur pied un programme pour voir à la construction de logements pour eux? A-t-il mis sur pied un système pour aider les banques alimentaires à faire leur travail effectivement?

À Edmonton, les autorités municipales ont bien commencé à vider les lieux insalubres du centre-ville, mais qu'ont-ils à offrir à ceux qu'ils jettent littéralement à la rue? Rien. Aucun programme positif ne vient appuyer cette action négative.

Les citoyens canadiens sont d'une âme habituellement généreuse dans ces circonstances et ils l'ont encore prouvé en cette période des Fêtes. Mais il faut se rendre à l'évidence que le problème se prolonge tout au long de l'année et qu'il prendra des proportions très graves à cause de la transformation du secteur industriel. Les grands de l'auto coupent leurs effectifs, ce qui se traduit par des congédiements en masse de milliers de travailleurs et travailleuses. Est-on prêt à faire face à une

telle situation? Non. Les gouvernements, dans leur sagesse habituelle, n'ont pas prévu de mécanismes pour diriger ces travailleurs dans d'autres secteurs en leur assurant une formation adéquate. Qu'on ne vienne pas nous dire que c'était imprévisible? Des chercheurs avaient prévu cette situation il y a une décennie et, comme d'habitude, on ne les a pas pris au sérieux. Nos dirigeants, ceux qu'on a élu pour diriger le pays, la province, ne savent que faire des mises en garde, des prévisions de ces chercheurs. Ils ont l'attitude de «on verra bien quand on sera rendu là.»

Cette situation de pauvreté au Canada est inacceptable. Mais il y a un élément de solution qu'il ne faut pas négliger. Il est de plus en plus évident que les Canadiens devront apprendre rapidement et très rapidement à vivre selon leurs moyens. Il devront apprendre à épargner encore plus. Ils devront faire une guerre sans merci aux cartes de crédit et aux taux d'intérêt élevés. Cela ne veut pas dire qu'il faut cesser d'acheter. Cela ne veut pas dire qu'il faut user ses choses à la corde. Cela s'appelle de la prévoyance, de la planification de ses dépenses.

Si le gouvernement ne veut pas donner l'exemple en diminuant dramatiquement ses dépenses, tous les Canadiens en souffriront comme ils en souffrent présentement. Il faut cesser d'être passif devant de telles situations. Il faut exiger de nos élus qu'ils fassent leur travail et qu'ils le fassent pour le bien du pays. Depuis des décennies que nos politiciens nous prêchent de nous serrer la ceinture. Nous ne pouvons serrer davantage car nous sommes rendu au dernier trou de la ceinture.

Il faut faire connaître à nos députés, à nos premiers ministres, notre mécontentement, nos intentions, nos éléments de solution. Tous les moyens légaux sont bons. Il faut participer aux lignes ouvertes à la radio et à la télévision. Il faut participer aux manifestations de solidarité sur la Colline parlementaire à Ottawa ou à la Législature albertaine. Les politiciens ne sont pas insensibles à ce genre de moyens. Il nous faut reprendre nos affaires en main. Nous avons bien tenté de faire confiance à nos élus, mais peine perdue. Ça fait tellement longtemps que l'on patiente que c'est assez. La patience a des limites.

Chaque citoyen canadien, homme, femme ou enfant a droit à une vie décente et c'est ce que nous visons comme communauté. Prenons les moyens pour combattre la pauvreté au Canada et dans le monde.

COURRIER DES LECTEURS

Lettre de remerciements

Lettre de remerciements adressée à M. Denis Tardif, président de l'ACFA, par le Provincial des Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée, Jacques Johnson, o.m.i..

Cher Denis,

L'année 1991 tire à sa fin, et pour nous, les Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée, cette année aura été importante puisqu'elle a marqué le 150^e anniversaire de notre arrivée en terre canadienne.

Je tiens à remercier l'ACFA

d'avoir bien voulu souligner cet événement lors du Rond-Point du mois de novembre. Vous l'avez fait d'une façon originale et très significative en faisant revivre deux Oblats de grand calibre qui, chacun à son époque, s'est dévoué de façon remarquable pour la cause des Franco-Albertains, Mgr Vital Grandin et le Père Jean Patoine.

Je regrette de n'avoir pu moi-même être présent au Rond-Point, mais je tiens à t'assurer que les Oblats ont été très sensibles à cette délicatesse.

De tels gestes stimulent l'en-

thousiasme et le courage face aux nouveaux défis que nous devons relever. En leur nom et au mien, je tiens à te redire mes sentiments de vive reconnaissance.

Je profite de cette occasion pour t'exprimer à toi, à ta famille et au personnel de l'ACFA, mes vœux les meilleurs pour de joyeuses Fêtes et une année 1992 toute pleine de paix, de joie et de sérénité.

Bien sincèrement,
Jacques Johnson, o.m.i.
Provincial

Herménégilde Chiasson sur les rangs pour le Prix littéraire du Gouverneur général

Le poète acadien Herménégilde Chiasson du Nouveau-Brunswick est parmi les finalistes des Prix littéraires du Gouverneur général pour 1991.

M. Chiasson est inscrit dans la catégorie Poésie pour: Vous qui est publié aux Editions d'Acadie. Il fait face à cinq concurrents, tous de Montréal.

Betty Bednarski de Halifax en Nouvelle-Ecosse est aussi sur les rangs dans la catégorie Etudes et Essais pour son Autour de Ferron; un essai sur la traduction écrit dans un français concis et direct par une anglophone.

Robert Major d'Ottawa est également sur les rangs dans cette catégorie avec son livre intitulé Jean Rivard ou l'art de réussir, qui se veut un témoignage subversif sur l'influence américaine au Québec du début du siècle.

Nous voulons votre opinion!

N.D.L.R. - Nous invitons nos lecteurs et nos lectrices à nous écrire pour nous donner différentes opinions sur les sujets qui les intéressent ou sur les éditoriaux du journal. Écrivez-nous. Soyez concis dans votre présentation et vos idées (max. 300 mots). Signez votre lettre et incluez votre numéro de téléphone. Nous publierons toutes les lettres signées, pourvu qu'elles respectent l'éthique professionnelle du journal.



L'hebdomadaire Le Franco est imprimé sur les presses de GAZETTE PRESS LTD, à St-Albert, Alberta.

Toute reproduction en tout ou en partie d'un texte ou d'une photo est interdite sans la permission écrite du Franco. Nos clients dont les annonces sont publiées dans cette édition ont cinq (5) jours pour nous signaler toute erreur de notre part et ce, à partir de la date de publication. La responsabilité pour toute erreur commise dans une annonce se limitera au montant payé pour seulement la partie de l'annonce qui contient l'erreur, en tenant compte que l'erreur est celle du journal Le Franco.

Toute correspondance doit être adressée à:

Le Franco
8923, 82^e Avenue
Edmonton (Alberta)
T6C 0Z2
Tél.: (403) 465-6581
Télécopieur: (403) 465-3647

Abonnement d'un an: 19,26 \$ - Étranger: 34,24 \$

Courier de deuxième classe - Enregistrement 1881
Les membres de l'Association canadienne-française de l'Alberta sont automatiquement abonnés au journal en payant leur cotisation à l'ACFA.

• *Lethbridge Collegiate Institute***Un programme pour inciter la présence aux cours**

par SYLVIE BOUCHARD
LETHBRIDGE - Depuis le début
du mois de novembre 1991,
au «Lethbridge Collegiate

Institute», on veut encourager
la présence en classe. Un comi-
té composé d'étudiants,
d'enseignants et d'administra-

teurs a été formé en vue de
mettre sur pied un projet qui
incite les étudiants à ne pas
manquer leurs cours.

Élargissez vos compétences en sciences infirmières
en travaillant à temps partiel comme infirmier ou
infirmière, dans la Milice, la Réserve de terre des
Forces canadiennes.

Mettez de la variété dans votre quotidien et vivez
des expériences enrichissantes.

Voyagez et rencontrez de nouveaux amis. Servez
à temps partiel dans la Milice et augmentez vos
revenus.

Appelez-nous dès maintenant!

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec:

Alberta nord
(403) 457-8486 (à frais virés)
Alberta sud
(403) 240-7547 (à frais virés)

Elizabeth, infirmière en salle d'opération à plein temps,
infirmière-officier dans la Milice, à temps partiel.



**FORCES
ARMÉES
CANADIENNES**

Canada

RÉGULIÈRE ET DE RÉSERVE

La Réserve: du temps partiel pas ordinaire



Les élèves de la classe d'études sociales de 10^{ième} année se sont régalés lors du dîner à la pizza.

À chaque mois, des prix sont distribués parmi les étudiants qui ont eu un nombre de présences parfaites. De plus, le groupe qui a eu la meilleure moyenne d'assistance au cours d'une classe X pendant le mois, gagne un dîner à la pizza. Enfin, un étudiant parmi ceux qui auront un nombre de présences parfaites à la fin de l'année, méritera une automobile «Chev 1982».

Lors du premier mois où ce projet a pris place, Lacey Mueller étudiante de 10^{ième} année a été l'heureuse gagnante d'un cassétophone donné par le magasin BRICK. Son nom fut pigé parmi 314 noms d'étudiants qui avaient une présence parfaite à tous leurs cours en novembre. De plus, la classe qui s'est mérité la meilleure moyenne de présences

au cours est la classe d'études sociales (Immersion Française) de 10^{ième} année avec un total d'une seule absence pour tout le mois.

La classe a donc eu son dîner à la pizza le mardi suivant le dévoilement des gagnants et ce fut très agréable. Félicitations aux heureux gagnants pour leur assiduité et leurs efforts remarquables!



DEMANDE DE DÉCLARATIONS D'INTÉRÊT

en vue de
la préqualification d'entreprises
spécialisées
en impression/reproduction

En sa qualité de société d'État fédérale, Construction de Défense Canada (CDC) a le mandat de passer des marchés de construction au nom du ministère de la Défense nationale. CDC gère ainsi de six à sept cents marchés de construction par année, à l'échelle du pays.

Or, CDC a décidé de répartir les fonctions d'impression et de diffusion de ses documents de soumission dans trois régions du pays. Il s'agit de confier par contrat à une entreprise qualifiée le mandat d'imprimer et de diffuser les documents de soumission pour l'ensemble des projets de construction faisant l'objet d'appels d'offres dans la région concernée.

Le processus de sélection compte des étapes, dont la première consiste à solliciter des déclarations d'intérêt en vue de préqualifier des entreprises de reproduction et d'impression établies ayant une place d'affaires à Calgary (Alberta) et possédant l'expérience et les moyens nécessaires pour assurer l'impression de documents de soumission, y compris des dessins et des devis, et pour diffuser ces documents auprès des soumissionnaires éventuels. Au moment de la seconde étape du processus de sélection, seules les entreprises préqualifiées seront invitées à présenter des soumissions.

Les entreprises qui estiment posséder les compétences nécessaires pour assurer ces services sont invitées à demander les documents de préqualification par télécopieur, à l'adresse suivante: Services des marchés de construction

Construction de Défense
Canada
Édifice Sir-Charles-Tupper
Aile «A», 3^e étage
Promenade Riverside
Ottawa (Ontario)
K1A 0K3
Tél.: (613) 998-9544
Télécopieur: (613) 998-1061

Les documents de préqualification dûment remplis doivent être reçus à l'adresse précitée au plus tard le 16 janvier 1992 à 15 heures (H.N.E.)

Canada



UNE INVITATION DU PARLEMENT DU CANADA

Le Parlement du Canada a constitué un comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes à qui il a demandé rapport, au plus tard le 28 février 1992, sur les propositions du gouvernement fédéral concernant le renouvellement du Canada.

Le Comité invite les Canadiens à lui soumettre des mémoires au sujet des propositions. Il peut s'agir d'une courte lettre ou d'un document

de plusieurs pages rédigé dans l'une ou l'autre langue officielle. Le Comité demande aux auteurs de longs documents de bien vouloir y annexer un résumé.

Les membres du Comité prendront connaissance de tous les mémoires. Ceux-ci doivent leur parvenir au plus tard le mercredi 15 janvier 1992 pour être étudiés à temps.

Prière d'adresser votre mémoire au :

**Comité mixte spécial
sur le renouvellement du Canada**

Parlement du Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0A6
ou de l'expédier par télécopieur au (613) 943-2196
Pour informations, composer le (613) 943-2233.

• École Héritage

Les élèves fêtent Noël

par NOËLLA FILLION
RIVIÈRE-LA-PAIX - Une célébration assez particulière accueillait les nombreux parents et amis de l'École Héritage mercredi le 18 décembre dernier au Centre Chevaliers à Falher.

Déjà à 15h tout était en branle, et chacun s'affairait aux dernières décorations, répétition de chants, mise au point du système de son, etc... Les tables étaient déjà décorées.

Vers 16h la célébration débutait avec un numéro fascinant préparé par la première année sous la lumière néon où on a mimé la naissance, les saisons, l'art, la musique, l'amour et les enfants. La 4e année suivit avec la prière Dans les yeux d'un enfant. Le secondaire chanta ensuite le chant de l'Avent, N'aie pas peur. Ce fut au tour de la maternelle d'accompagner par un chant la lecture de l'Évangile de Luc décrivant la nativité. Par une saynète, la 5e année dramatisa ce qui arrive quand on se laisse pénétrer par l'esprit de Dieu.

Sur le fond musical du chant C'est Noël chaque jour, on projeta des diapositives de scènes quotidiennes de la vie étudiante. La 2e et 3e année présentèrent le chant: Une fleur m'a dit. Ceci mis fin au premier temps soit: Approfondissons la vérité de Noël. Le 2e temps, Partageons

dans la vérité de Noël, fut exprimé par un souper-partage servi par les étudiant(e)s eux-mêmes dans un temps record. Un pot-pourri de chants de Noël par la chorale dirigée par Suzanne Foisy nous remit en marche.

On invita ensuite M. Denis Tardif, président de l'ACFA provinciale, à dire un mot. Il dit qu'en parlant d'école française l'École Héritage vient souvent comme l'exemple d'un travail de coopération entre parents, professeurs et élèves. Il offrit des félicitations pour ce beau travail et transmis les souhaits de l'ACFA.

La troupe d'art dramatique 10 présenta la version française du Christmas Carol de Dickens. Ce fut au tour de Madame Linda Arsenault, directrice de l'école, de s'adresser à tous. Elle rappela l'objectif que s'étaient fixé tous les élèves en septembre: le lien entre la foi, la culture et la vie. Comment ce rassemblement communautaire voulait être pénétré du message évangélique et que l'école Héritage voulait être source d'unité pour la francophonie.

Les élèves de 6e année furent les maîtres de cérémonie durant toute la célébration.

Le 3e temps, Acclamons la vérité de Noël, fut une invitation à chanter plusieurs vieux chants de Noël avec la chorale sous la direction de Laurence Lynch.



Les classes de 2e et 3e année chantent "Une fleur m'a dit"

• Faculté Saint-Jean

Ça bouge au Carnaval d'hiver

par LISE NEPTON
EDMONTON- Le Carnaval d'hiver de la Faculté se tiendra du 24 au 26 janvier 1992.

Hyper époustouflant, le Carnaval de cette année promet d'être super «canayen», si, dangereusement, vous sortez vos chemises à carreaux et vos ceintures fléchées!

Pour commencer, un Bistro comme jamais vous en avez vu auparavant aura lieu. C'est-à-dire: l'émission de Radio-Canada **Prochaine Vague** animée en direct par Marie Lavoie, la finale de **Fais-moi un dessin**, le dévoilement de la reine et du roi du Carnaval, des jeux et surtout la dégustation du fameux «Caribou» de son «Père Montpetit». Le samedi, pour ceux qui n'ont pas peur de se dégoûter au froid, du soccer sur neige, du «souque à la corde», du «sciottage» et bien d'autres jeux seront organisés ainsi que des tournois à l'intérieur de la Faculté. En soirée, Messieurs et Mesdames voici le moment de sortir vos masques pour le grand «Bal masqué». En terminant, le Carnaval de la Faculté ne serait pas un carnaval

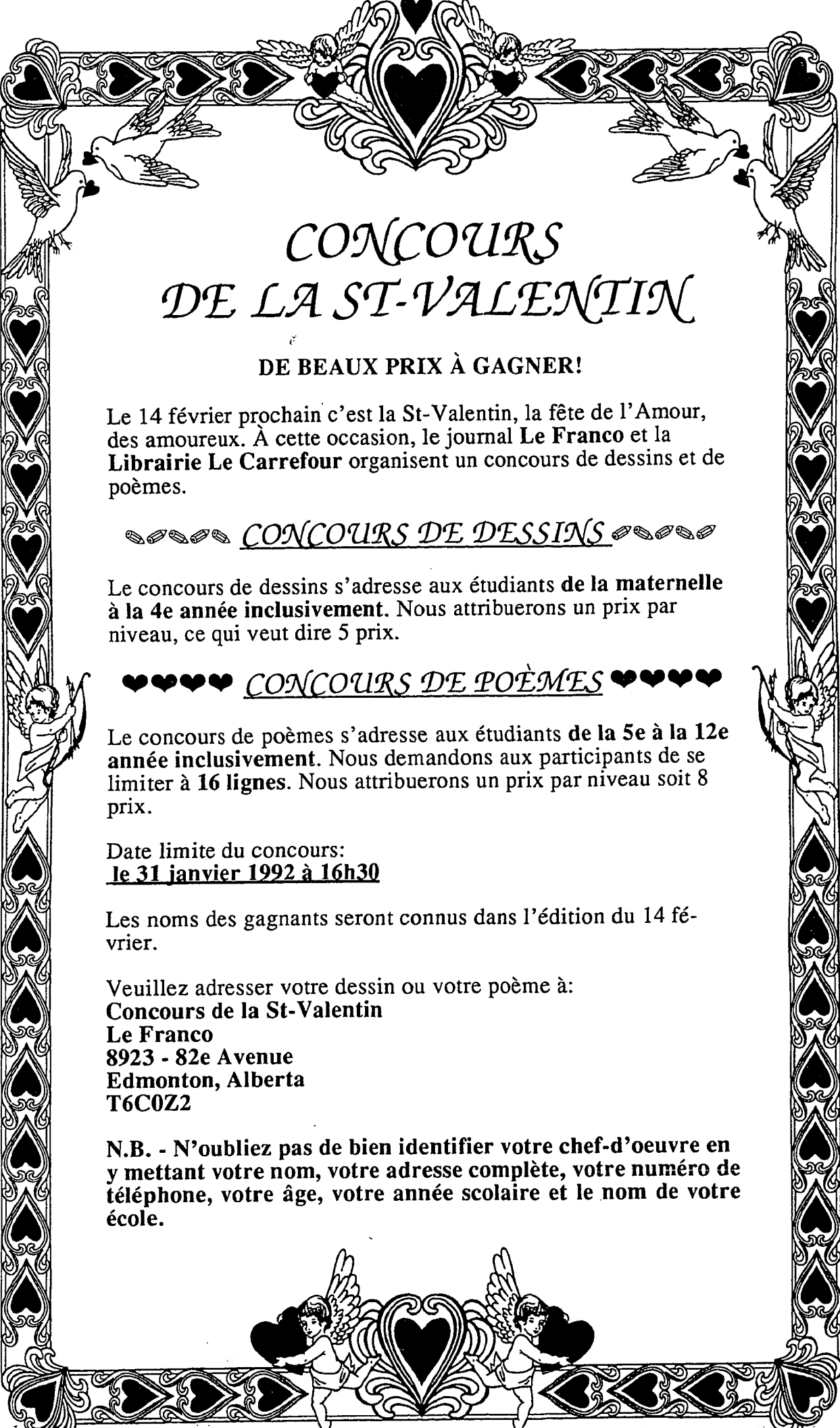
si on négligeait son brunch du dimanche à 11h00.

Tout ça pour que cette fois-ci, vous ne passiez pas à côté d'une des belles fêtes de l'année.

En février le froid persiste toujours alors l'AUFJSJ vous promet des activités aussi divertissantes que possible (exemple: une nuit vidéos avec vos sacs de couchages dans le salon des étudiants).

Pour le mois de mars, attachez bien votre tuque avec de la broche car plus de deux cents étudiants des écoles francophones et d'immersion de la province vont venir envahir la Faculté pour présenter leur projet dans le cadre de notre exposition scientifique qui se tiendra le vendredi 6 mars 1992. Alors si vous voulez nous faire connaître vos connaissances en sciences ou bien si vous voulez nous donner un coup de main, c'est le moment ou jamais.

N'oubliez pas, les activités du Carnaval sont ouvertes à toute la population.



CONCOURS DE LA ST-VALENTIN

DE BEAUX PRIX À GAGNER!

Le 14 février prochain c'est la St-Valentin, la fête de l'Amour, des amoureux. À cette occasion, le journal **Le Franco** et la **Librairie Le Carrefour** organisent un concours de dessins et de poèmes.

🍷🍷🍷 CONCOURS DE DESSINS 🍷🍷🍷

Le concours de dessins s'adresse aux étudiants de la maternelle à la 4e année inclusivement. Nous attribuerons un prix par niveau, ce qui veut dire 5 prix.

♥♥♥♥♥ CONCOURS DE POÈMES ♥♥♥♥♥

Le concours de poèmes s'adresse aux étudiants de la 5e à la 12e année inclusivement. Nous demandons aux participants de se limiter à 16 lignes. Nous attribuerons un prix par niveau soit 8 prix.

Date limite du concours:
le 31 janvier 1992 à 16h30

Les noms des gagnants seront connus dans l'édition du 14 février.

Veuillez adresser votre dessin ou votre poème à:
Concours de la St-Valentin
Le Franco
8923 - 82e Avenue
Edmonton, Alberta
T6C0Z2

N.B. - N'oubliez pas de bien identifier votre chef-d'oeuvre en y mettant votre nom, votre adresse complète, votre numéro de téléphone, votre âge, votre année scolaire et le nom de votre école.

• Théâtre français d'Edmonton

Comme on est différentes, comme on se ressemble...

par CAROLE THIBEAULT
EDMONTON- Le Théâtre français d'Edmonton entame sa programmation 1992 avec une nouvelle pièce de Jocelyne Verret: **Comme on est différentes, comme on se ressemble...**

Chargée de cours à la Faculté Saint-Jean, Jocelyne Verret en est à sa deuxième pièce, une comédie dramatique. **Comme on est différentes, comme on se ressemble...** raconte l'histoire d'une Franco-Albertaine et d'une Française qui se rencontrent par hasard dans un aéroport. Une tempête bien canadienne empêche toute circulation terrestre ou aérienne. Elles doivent donc partager une chambre d'hôtel pendant vingt-quatre heures. Comment ces deux femmes, apparemment si différentes l'une de l'autre, arriveront-elles à s'entendre, à s'estimer et même à s'aimer?

«Les gens vont se reconnaître

à la vue de cette pièce, affirme l'auteur. C'est un clin d'oeil de complicité envers toute la francophonie en ce sens que la francophonie comprend tellement d'éléments. Moi, j'ai réuni ces éléments à travers le vécu des personnages.»

Par dessus l'humour et la tendresse, la complicité est un élément important de la pièce. En effet, celle-ci a été écrite à la demande des deux comédiennes, Thérèse Dallaire et Nicole Mallet, que le public edmontonien connaît bien d'ailleurs. «C'est très spécial d'écrire lorsqu'on sait qui va jouer le rôle. Le vécu de mes personnages est très différent de celui des deux femmes mais celles-ci se reconnaissent tout de même à travers eux. J'ai deux comédiennes extraordinaires!», ajoute Jocelyne Verret.

Le public pourra compter sur beaucoup de visuel lors de la re-



Jocelyne Verret

présentation. En plus du jeu des comédiennes, il y aura des images sur écran, de la musique, du chant, de la poésie et de la danse (cho-

régraphie: Ross White). «C'est du théâtre dans tout son ensemble, de dire encore Jocelyne Verret. C'est un regroupement de différentes formes d'arts. C'est de l'art avec un grand A.»

L'auteur, aidée d'Ernest Chiasson et de Marcel Préville, assume également la mise en scène. Elle s'est aussi entourée d'une équipe technique qui a eu son mot à dire sur les différents éléments que l'on retrouve dans la pièce. Selon elle, cela lui a permis d'avoir une lecture plus fraîche de son texte et d'être plus objective face à celui-ci. **Comme on est différentes, comme on se ressemble...** promet d'être une pièce remplie de surprises et très appréciée, même

par les plus jeunes. «Les gens vont sortir de la salle avec un baume sur le cœur», maintient Jocelyne Verret avec entrain.

Les représentations auront lieu en soirée, les 17, 18, 21 et 22 janvier à 20h et en après-midi, le 19 janvier à 15h, à l'auditorium de la Faculté Saint-Jean. Le TFE offre des billets à moitié-prix (5\$) aux étudiants s'ils se les procurent à l'avance.

Des affiches de la pièce, conçues par l'artiste Jean Gauthier, seront mises en vente le soir de la première, en guise de levée de fonds pour le Théâtre français d'Edmonton. Pour plus amples informations, contacter Hélène Bérubé au 469-0829.

• Théâtres hors Québec

On recherche une aide de 1 million \$

OTTAWA (APF): Les théâtres francophones de l'extérieur du Québec ont besoin d'un million de dollars par année du gouvernement fédéral pour assurer leur développement.

Ce million, c'est auprès du Secrétariat d'Etat (500,000\$) et du Conseil des arts du Canada (500,000\$) que l'Association nationale des théâtres franco-

phones hors Québec compte le chercher. Et pas n'importe comment.

«On veut aller directement au ministre» affirme le président de l'ANTFHQ Yves Gérard Benoît. On veut aller directement auprès des décideurs politiques. Pour ce qui est du Conseil des arts, M. Benoît veut que le ministère des Communications

débloque les fonds nécessaires pour lui permettre de faire son travail. «Les fonds sont gelés depuis huit ans».

Si les gens de théâtre veulent intensifier leur lobbying auprès des politiciens, c'est qu'ils ont l'impression que le message ne passe pas chez les fonctionnaires. «Au Secrétariat d'Etat, on nous dit qu'il n'y a pas d'argent». Une réponse qui ne satisfait pas M. Benoît.

En 1988, une étude intitulée «Les théâtres professionnels francophones hors Québec: la voie de l'efficacité» fixait à 15 pour cent la contribution financière souhaitable du Secrétariat d'Etat aux théâtres. La contribution actuelle (500,000\$) ne représente que la moitié de cet objectif.

Malgré le manque chronique de financement, il existe un grand dynamisme au sein des théâtres de l'extérieur du Québec, de l'avis même du président de l'ANTFHQ. «Aucun théâtre n'a encore d'épée de Damoclès au-dessus de la tête, mais aucun n'a de perspective à long terme». A la longue, explique M. Benoît, l'absence de financement adéquat de la part du gouvernement fédéral «peut créer un climat de désaffection». Déjà, ajoute-t-il, il est difficile de garder les ressources humaines et il existe un certain roulement de personnel.

L'ANTFHQ va aussi mettre l'accent cette année sur la diffusion des spectacles. Normalement, les théâtres francophones devraient générer 30 pour cent de leurs revenus avec leurs spectacles. Or, ils n'en génèrent présentement que 20 pour cent. «On ne rejoint pas les spectateurs, parce qu'il n'y a pas de salles de spectacle ou de réseau de diffusion», explique le président de l'association, qui compte douze théâtres francophones hors Québec.

CRTC

Avis public

Canada

CRTC - Avis public 1991-130. Le Conseil a été saisi des demandes suivantes: 6. À TRAVERS LE CANADA. Demandes (911927200, 911931400) présentées par la SOCIÉTÉ RADIO-CANADA en vue de modifier les licences de ses entreprises de réseaux radiophoniques AM de langues anglaise et française, y compris les stations suivantes et leurs réémettrices, qui font partie de ces réseaux: CBY Corner Brook, CBG Gander, CBT Grand Falls, CFGB-FM Happy Valley/Goose Bay, CBN St. John's, CBCT-FM Charlottetown, CBAF-FM-5 et CBHA-FM Halifax, CBI Sydney, CBZ Fredericton, CBA et CBAF-FM Moncton, CBD-FM Saint John, CBJ Chicoutimi, CBFG-FM Chisasibi, CBFA-FM-1 Manouane, CBGA Matane, CBFM-FM Mistassini, CBF et CBM Montréal, CBFA-FM-2 Obedjiwan, CBV Québec, CBJR Rimouski, CBSI-FM Sept-Îles, CBFH-FM Waskaganish, CBFV-FM Waswanipi, CBFW-FM Wemindji, CBFA-3 Weymontachie, CBO-FM et CBOF-FM Ottawa, CBCS-FM et CBON-FM Sudbury, CBQT-FM Thunder Bay, CBL et CJBC Toronto, CBE et CBEF Windsor, CKSB Saint-Boniface, CBW Winnipeg, CBK et CBKF-FM Regina, CBR Calgary, CBX et CHFA Edmonton, CBTK-FM Kelowna, CBYG-FM Prince George, CFPR Prince Rupert, CBU et CBUF-FM Vancouver, CFWH Whitehorse, CFFB Iqaluit, CHAK Inuvik, CFYK Yellowknife. La Société propose de supprimer la condition de licence actuelle concernant la proportion de musique populaire canadienne et de la remplacer par ce qui suit: «La licence est assujettie à la condition qu'au moins 50% des pièces musicales de la catégorie 2 diffusées chaque semaine de radiodiffusion soient des pièces canadiennes et qu'elles soient réparties raisonnablement sur toute la semaine de radiodiffusion.» Cette modification obligerait la Société à atteindre une proportion d'au moins 50% de contenu canadien en musique populaire chaque semaine plutôt que chaque jour de diffusion, tel que requis dans la condition de licence actuelle. Examen des demandes: 95, avenue University, St. John's (T.-N.) - 162, promenade Premier, Corner Brook (T.-N.) - 98, Sullivan, Gander (T.-N.) - 2, avenue Harris, Grand Falls (T.-N.) - 171, chemin Hamilton River, Happy Valley/Goose Bay (T.-N.) - 430, avenue University, Charlottetown (I.-P.-É.) - 5600, Sackville, Halifax (N.-É.) - 285, rue Alexandra, Sydney (N.-É.) - 1160, rue Regent, Fredericton (N.-B.) - 250, rue Archibald, Moncton (N.-B.) - 560, rue Main, Saint John (N.-B.) - Bureau des Communications, 2475, boulevard Laurier, Sainte-Foy (Qué.) - 155, Saint-Sacrement, Matane (Qué.) - 500, rue des Saguenéens, Chicoutimi (Qué.) - 350, rue Smith, Sept-Îles (Qué.) - Bureau des Communications, 1400 est, boul. René-Lévesque, Montréal (Qué.) - Bureaux de poste à Manouane, Obedjiwan, Weymontachie, Chisasibi, Wemindji, Rupert House, Mistassini et Waswanipi (Qué.) - Bureau des Communications, Services de langue anglaise, 6e étage, 415, rue Yonge, Toronto (Ont.) - 2e étage, 100, rue Carlton, Toronto (Ont.) - 250, rue Lanark, Ottawa (Ont.) - 9e étage, 267, rue Pélissier, Windsor (Ont.) - 213 est, rue Myles, Thunder Bay (Ont.) - 15, rue Mackenzie, Sudbury (Ont.) - Bureau des Communications, Services de langue anglaise, 491, avenue Portage, Winnipeg (Man.) - 607, rue Langevin, Saint-Boniface (Man.) - 2440, rue Broad, Regina (Sask.) - Tour CN, 5e étage, Saskatoon (Sask.) - Bureau des Communications, Services de langue anglaise, 7909, 51e avenue, Edmonton (Alb.) - Bureau des Communications, Services de langue française, 8830, 85e rue, Edmonton (Alb.) - 1724, boul. Westmount nord-ouest, Calgary (Alb.) - 700, rue Hamilton, Vancouver (C.-B.) - 243, avenue Lawrence, Kelowna (C.-B.) - 1268, 5e avenue ouest, Prince George (C.-B.) - 222, 3e avenue ouest, Prince Rupert (C.-B.) - Chemin Mackenzie, Inuvik (T.-N.-O.) - Iqaluit (T.-N.-O.) - 5002, promenade Forrest, Yellowknife (T.-N.-O.) - 3101, 3e avenue, Whitehorse (T.Y.). La demande et les renseignements sur le processus d'intervention sont disponibles en communiquant avec la salle d'examen du CRTC, Édifice central, Les Terrasses de la Chaudière, 1 promenade du Portage, Pièce 201, Hull (Qué.) et le bureau régional du CRTC: 800 rue Burrard, Pièce 1380, Case postale 1300, Vancouver (C.-B.) V6Z 2G7. Les interventions écrites doivent parvenir au Secrétaire général, CRTC, Ottawa (Ont.) K1A 0N2 et preuve qu'une copie conforme a été envoyée à la requérante le ou avant le 23 janvier 1992. Pour de plus amples renseignements vous pouvez contacter la direction des Audiences publiques du CRTC (819) 997-1328, ou les Services d'information du CRTC à Hull au (819) 997-0313, Fax (819) 994-0218, ou le bureau régional de Vancouver (604) 666-2111.

AVIS PUBLIC DU PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE ANTENNE FERROVIAIRE

Dossier No R8190/735-071.09

La Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (le CN) a fait une demande auprès de l'Office national des transports (l'Office) en vertu des articles 111 et 112 de la Loi sur les chemins de fer pour l'approbation de la carte indiquant le tracé général de la ligne à être construite suite à une entente conclue avec l'usine Alberta Pacific Forest Industries Inc., laquelle antenne prendra naissance au point milliaire 71.09 de la subdivision Lac La Biche du réseau CN, au sud-est du Village de Boyle (Alberta) et qui s'acheminera en direction nord sur 36,06 kilomètres (22,39 milles) afin de desservir l'usine de pâtes et papiers que se propose de construire Alberta Pacific Industries aux abords de la rivière Athabasca près de Grassland en Alberta et au nord-est de la Ville d'Athabasca (Alberta). Une copie de ladite carte pourra être obtenue soit de l'Office ou du CN.

Toute personne qui désire émettre son opinion sur cette demande pourra intervenir conformément aux règles générales de l'Office national des transports. Toutes les interventions devront être reçues au Secrétariat de l'Office au plus tard le 24 janvier 1992.

Une copie devra également être signifiée au CN à l'adresse suivante et une preuve de signification devra être envoyée à l'Office.

Me S.A. Cantin, c.r.
Avocat général
Affaires juridiques
Compagnie des chemins de fer
nationaux du Canada
C.P. 8100, Succursale A
Montréal (Québec)
H3C 3N4

Télécopieur (514) 399-4296

Le dépôt d'une intervention auprès de l'Office peut être fait au secrétaire en main propre, envoyé par poste certifiée, ou par messenger à l'Office national des transports, 15, rue Eddy, HULL (Québec) K1A 0N9 ou par télécopieur au (819) 953-5253.

De plus amples renseignements sur cette demande et sur la façon de procéder pour intervenir peuvent être obtenus de l'Office sur demande. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez contacter William Bell au (819) 953-0319.



Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

• Jeunesse

Les Voyageurs de FJA: vifs et actifs

par ANDRÉA BRAIS

EDMONTON - Notre assemblée annuelle a eu lieu les 18, 19 et 20 octobre derniers. Tous nos membres ont eu beaucoup de plaisir même si nous n'avons pas eu autant de participation que prévu.

La danse sur le thème «boxers» a été une grande comédie, nous avons nommé une reine et un roi et nous avons donné des «boxer shorts» en prix.

À la réunion du samedi matin, nous avons adopté de nouveaux statuts et règlements, et la programmation pour l'année qui vient. Après avoir dégusté un bon spaghetti avec sauce maison, nous avons élu le nouvel exécutif. Il s'agit de: Andréa Brais, présidente; Mélanie Boutot, vice-présidente; Michelle Savoie, présidente des comités organisateurs; Hugues Benoit, conseiller, Jonathan Gagné, trésorier et Corinna Compton, secrétaire.

Suivant les élections, Denise Lavallée nous a donné un atelier sur le journalisme. C'est lors de cet atelier que les Voyageurs ont découvert leurs talents, bien cachés, de journalistes. Leur enquête a même révélé que les Voyageurs se sont déjà promenés hors de cette galaxie, grâce à Pepsi, la nouvelle génération. L'expérience du journalisme restera longtemps gravée dans l'esprit des participants.

Malgré de petits problèmes de clé, de manque d'écoute et de «tag» d'auto, nous avons pu relaxer à la piscine à vagues



Andréa Brais

samedi soir.

La Ligue de hockey francophone (LHF) a débuté sa saison officielle quelques semaines en retard. Je crois qu'il n'y a eu que trois parties, à ce jour, qui se sont déroulées le jeudi comme prévu.

De ce temps-ci, nous sommes en grande préparation pour organiser un voyage de ski échange de quatre jours, aux centres de ski «Sunshine» et «Lake Louise», avec la Saskatchewan, du 21 au 24 avril 1992. Nous pensons habiter à l'auberge de jeunesse internationale de Banff. Comme vous devez vous en douter, nous sommes en quête de fonds pour couvrir les frais de ce voyage. C'est un très grand projet pour nous et c'est pour cela que nous aimerions demander l'aide de la communauté. Votre support financier serait grandement apprécié. Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec Andréa Brais au 262-2525.

• Habitation

58 nouvelles maisons familiales à Sherwood Park

EDMONTON - Le gouvernement fédéral a annoncé un engagement de plus de 5,5 millions de dollars pour la construction de 58 maisons familiales, à Sherwood Park. La nouvelle a été rendue publique par Brian O'Kurley, député d'Elk Island, au nom de l'honorable Elmer MacKay, ministre responsable de la société canadienne d'hypothèques et de logement.

«Je suis heureux que le gouvernement fédéral puisse continuer de rendre le logement abordable pour de nombreuses familles», a dit M. O'Kurley. «Le programme de coopératives d'habitation, en offrant à la fois des logements locatifs aux taux du marché et des maisons subventionnées, constitue un moyen particulièrement efficace de réunir dans un même ensemble résidentiel des ménages à faible et à moyen revenu qui ont besoin de logement», a-t-il poursuivi. La coopérative Britanney Lane

bénéficiera du Programme fédéral des coopératives d'habitation, en vertu duquel la totalité des coûts d'immobilisation sera financée par un prêt amorti sur 30 ans.

Les paiements de PHI, d'abord peu élevés, augmentent chaque année au rythme du taux d'inflation moins deux pour cent. Dans le cas de la coopérative Britanney Lane, la SCHL assurera le prêt hypothécaire de 5 671 184\$ et versera une subvention annuelle pendant toute la période d'amortissement. La première année, le montant de cette aide s'élèvera à 101 746\$.

De plus, une aide supplémentaire sera accordée pour 29 logements, dans le cadre du Programme de supplément de loyer; 70 p. 100 du coût en sera payé par le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire de la SCHL, et 30 p. 100 par le gouvernement provincial, par l'intermédiaire du ministère des Affaires municipales de l'Alberta (AMA).

• Touche-à-tout

On s'amuse en français

LETHBRIDGE - Le groupe de jeu Touche-à-tout se rencontre un après-midi par semaine. Les parents et les enfants francophones de Lethbridge s'y amusent tous beaucoup. Le Conseil régional pour l'éducation française de Lethbridge invite les parents d'enfants d'âge préscolaire qui sont intéressés à se joindre au groupe à contacter Anne-Marie au 328-2699.



Ensemble, on peut rivaliser avec les meilleurs et conquérir le monde.

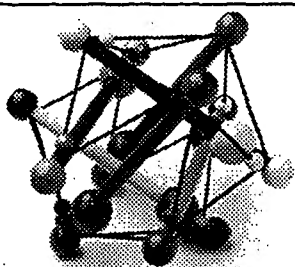
Pour réussir aujourd'hui, les Canadiens doivent rivaliser avec les meilleurs: c'est une question de sécurité pour nos emplois et de prospérité pour nous et nos enfants. Lorsqu'on parle de prospérité on ne parle pas seulement d'augmentation de la productivité, on parle aussi, entre autres choses, de meilleurs emplois, d'un plus bel avenir pour les jeunes et d'un plus grand soutien aux programmes de santé, aux programmes sociaux et aux personnes âgées.

C'est en investissant chez nous que nous démontrerons cette volonté, que nous avons, de réussir... absolument!

Les compétences pour réussir... absolument!

Il suffit de se pencher sur quelques-unes de nos belles réussites pour réaliser que nous avons les compétences pour réussir, et ce, au profit des individus, de leurs communautés et de toute l'industrie canadienne.

Des centaines d'entreprises canadiennes connaissent un grand succès sur la scène internationale. Elles contribuent ainsi, en ouvrant de nouveaux marchés pour nos produits, à créer des emplois, à développer de nouvelles compétences et à ouvrir de nouvelles avenues pour des milliers de Canadiens.



PAPA GEPPETTO'S TOYS VICTORIA LTD.

Victoria, Colombie-Britannique

L'exportation n'est pas un jeu pour Papa Geppetto's Toys. Sous la direction de Peter Bell, son président, cette entreprise de Victoria profite pleinement du libre échange afin d'augmenter son chiffre d'affaires. Grâce au seul marché américain, l'entreprise prévoit connaître une croissance de 100% d'ici une ou deux années.

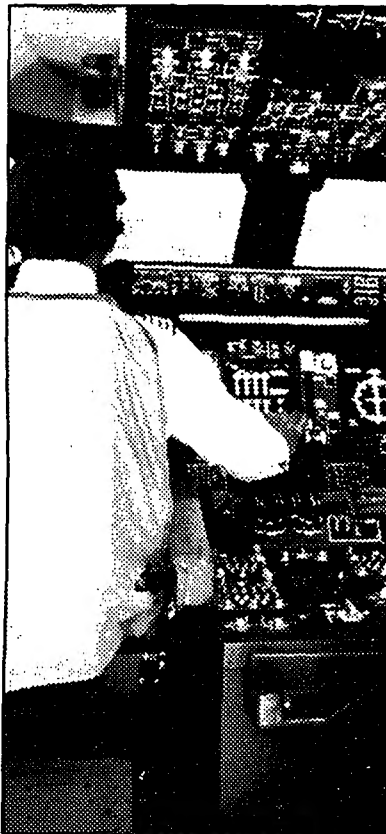
Les initiatives pour réussir... absolument!

Depuis longtemps, le Canada coopère, avec d'autres pays, à des projets d'ordre mondial tels que la préservation de la paix dans le monde, la recherche médicale et la recherche spatiale. Et maintenant que nos travailleurs, nos gouvernements, nos groupes d'action sociale et notre

communauté académique travaillent de concert, la compétitivité internationale permettra au Canada de parvenir à toute la prospérité désirée. La pleine réussite du Canada ne dépend finalement que d'une seule condition: le plein engagement de chaque Canadien.

L'esprit pour réussir... absolument!

Plus que jamais, nous devons faire équipe pour relever notre plus grand défi jusqu'ici: préparer un futur prospère. Il y a beaucoup à faire: comme individus, nous pouvons nous perfectionner en profitant des programmes d'amélioration des compétences; comme parents, nous devons encourager nos enfants à poursuivre leurs études et à mieux préparer leur carrière; comme employeurs, nous devons croire dans la rentabilité des cours de formation et créer un climat de travail qui favorise l'engagement et la recherche de l'excellence. Enfin, comme Canadiens, nous pouvons contribuer au succès du pays en participant aux consultations sur l'avenir économique du Canada.



CAE ÉLECTRONIQUE LTÉE.

Montréal, Québec

Qu'est-ce que les lignes aériennes Japan Airlines, KLM, American Airlines, Delta Air Lines et Lufthansa ont en commun? Elles ont toutes fait récemment l'acquisition de simulateurs de vols très perfectionnés, fabriqués à Montréal par CAE Électronique Ltée. CAE emploie 3 400 employés et l'entreprise compte parmi les principaux exportateurs au pays, avec 85% de sa production vendue partout à travers le monde, chaque année.



NEW FLYER INDUSTRIES LIMITED

Winnipeg, Manitoba

Avec des exportations équivalant à 50% de ses ventes et 82% d'augmentation de l'embauche (des emplois) au cours des trois dernières années, pas étonnant que New Flyer Industries Limited ait mérité le Prix Canada pour l'excellence en exportation en 1991. Ayant déjà obtenu un grand succès aux États-Unis, New Flyer Industries Limited entreprend la conquête du marché européen, du Mexique et du Moyen-Orient.

Ensemble... on peut réussir!

Canada



OFFRE D'EMPLOI COMMIS DE BUREAU

Le journal LE FRANCO est à la recherche d'une personne d'expérience pour faire du travail général de bureau tant à l'administration qu'à la production. Ce poste est à temps plein, deux jours par semaine.

FONCTIONS:

À la demande du directeur ou de son adjointe, cette personne devra:

- * faire du traitement de textes pour le contenu du journal
- * tenir à jour le système d'abonnements
- * établir et maintenir à jour les dossiers
- * et toutes autres tâches connexes

EXIGENCES:

- * Excellente compétence en français oral et écrit
- * Excellente connaissance générale en informatique (DOS et/ou MAC)
- * Connaissance des programmes WordPerfect 5.1 et/ou Microsoft Word
- * Bonne connaissance du travail de bureau
- * Bonne disponibilité et de l'initiative

SALAIRE: Salaire horaire à négocier selon les compétences et l'expérience.

DÉBUT DE L'EMPLOI: Immédiatement

Si vous répondez aux exigences précitées et que vous désirez postuler, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le vendredi 17 janvier 1992 à midi à l'adresse suivante:

CONCOURS COMMIS DE BUREAU
Pierre Brault, directeur
Le Franco
8923 - 82e Avenue
Edmonton, AB, T6C 0Z2

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.

• Garde d'enfants

9 adolescentes sont qualifiées



ST-PAUL - Le Centre de l'éducation permanente de la région nord-est, en collaboration avec la Société de parents pour l'éducation française (SPEF) de St-Paul, vient de terminer un cours en garde d'enfants avec Aurore Michaud. Neuf adolescentes de St-Paul et St-Édouard sont maintenant qualifiées d'après les normes établies par le Conseil canadien de la sécurité. Félicitations à nos jeunes filles et nous leur souhaitons de belles expériences.

Un merci tout spécial à la paroisse de St-Paul pour avoir fourni la salle Larose.



Travaux publics
Canada

Public Works
Canada

APPEL D'OFFRES

Des SOUMISSIONS CACHETÉES pour le projet énoncé ci-après, adressées au gestionnaire régional, Politique et administration des marchés, Travaux publics Canada, bureau 1000, 9700, av. Jasper, Edmonton, Alberta, T5J 4E2, seront reçues jusqu'à 14h, à la date limite indiquée. On peut se procurer les documents de soumission à l'adresse ci-dessus, téléphone: (403) 495-3213.

PROJET

No 802318 - pour TRANSPORTS CANADA, Norman Wells, T.N.-O., Aéroport de Norman Wells, aérogare, fourniture et mise en tas de gravier concassé.

Date limite: mercredi 29 janvier 1992

On peut également se procurer les documents de soumission aux bureaux de Travaux publics Canada situés aux adresses suivantes: 5013 - 51e Rue, Yellowknife, T.N.-O. et C.P. 1128, Inuvik, T.N.-O. On peut consulter le dossier de soumission aux bureaux de l'Association des constructeurs des Territoires du Nord-Ouest situés à Yellowknife, T.N.-O.

Le Ministère ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

• Syrie

20 ans sans inculpation ni jugement

Salman Abdallah: économiste de 61 ans et ancien membre de la direction nationale du parti Baath en Syrie, il est détenu depuis plus de 20 ans sans inculpation ni jugement à la prison militaire al-Mezze, à Damas.

Salman Abdallah vivait à Beyrouth lorsqu'il a été enlevé par les forces de sécurité syriennes en avril 1971 et emmené en Syrie. Il fait partie des douzaines de personnes arrêtées en 1970 et 1971 après le coup d'État de novembre 1970 qui a porté le président Hafez El Assad au pouvoir.

Dix-huit d'entre elles sont toujours détenues, qui ont toutes faites parties du gouvernement du parti Baath en Syrie de 1966 à 1970, ou lui étaient liées de près.

Aucune d'entre elles n'a été inculpée ni jugée et toutes auraient été arrêtées pour refus de coopérer avec le gouvernement au pouvoir. Il s'agit d'un ancien président de la Syrie, de cinq anciens ministres membres du cabinet et d'un ancien ambassadeur.

Certains de ces prisonniers auraient été torturés après leur arrestation et se seraient vu refuser des soins médicaux en prison. Tous seraient apparemment en mauvaise santé - souffrant principalement d'ulcères de l'estomac et d'hypertension - en raison de l'insuffisance des soins médicaux et de leur détention prolongée dans des conditions pénibles.

En 1981, certains d'entre eux se seraient vu offrir la liberté s'ils appuyaient le gouvernement du président El Assad mais ils ont refusé. AI a lancé de nombreux appels pour leur libération, qui sont restés sans réponse des autorités syriennes.

Canada

Agent(e), normes de construction

34 579 \$ - 38 954 \$
Parc national de Banff

Le Parc national de Banff désire s'adjoindre les services d'un(e) agent(e), normes de construction, qui possède de l'expérience en administration de programmes dans l'un des domaines suivants:

Urbanisme
Administration municipale ou urbaine
Règlements régissant la construction
Mise en application de règlements

Vous serez responsable des études de développement ainsi que de la mise en application des lois et des codes de protection contre les incendies et du bâtiment. Vous devez avoir terminé avec succès les études secondaires ainsi que des études postsecondaires en construction et conception d'immeubles ou encore posséder une combinaison acceptable de formation et d'expérience. Une expérience étoffée dans la planification et l'administration de programmes destinés à vérifier la construction, les mesures de protection contre les incendies et la sécurité du public, de même que dans un rôle de conseiller(ère) technique, est exigée.

Si vous faites preuve de la motivation voulue pour relever les défis rattachés à ce poste, nous vous invitons à soumettre un curriculum vitae indiquant clairement que vous répondez aux critères précités, d'ici le **17 janvier 1992**, en mentionnant le numéro de référence **61-1683-1(W8F)**, à **Florence Pelletier, Commission de la fonction publique du Canada, 9700, avenue Jasper, bureau 830, Edmonton (Alberta) T5J 4G3.**

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.

This information is available in English.

Canada

Agent(e), services aux employeurs

34 579 \$ - 38 954 \$
Emploi et Immigration Canada
Grande Prairie (Alberta)

Vous faites preuve de beaucoup d'entregent ?

Vous pouvez assumer la mise en marché et la promotion de programmes et de services ?

Alors, ce défi pourrait vous intéresser.

Vous devez être diplômé(e) d'un collège reconnu en administration des affaires ou dans une discipline connexe. Les personnes ayant une combinaison acceptable de scolarité, de formation et d'expérience seront également considérées. Vous devez exceller sur le plan de la communication et de la planification, en plus de posséder de l'expérience dans l'élaboration de programmes de marketing et de ressources humaines. Une bonne connaissance de l'anglais est essentielle.

Vous devrez aussi réussir l'examen de sélection d'agent au niveau d'entrée (ESANE) de la Commission de la fonction publique. Les lieux et dates de l'examen seront fixés après l'étude initiale des candidatures.

Veuillez acheminer votre demande d'emploi avant le **17 janvier 1992**, en indiquant le numéro de référence **S-91-61-1695(W8F)**, à **Michael J. Maassen, Commission de la fonction publique du Canada, 9700, avenue Jasper, bureau 830, Edmonton (Alberta) T5J 4G3.**

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.

This information is available in English.

Canada



Commission de la fonction publique
du Canada

Public Service Commission
of Canada

Le Franco
465-6581

• Art culinaire

Un cours alléchant

par LISE HOLETON

ST-PAUL - Louise De Champlain, CHEF par excellence de la région de St-Paul, partage ses talents avec un groupe de 10 femmes de St-Paul dans le cadre d'une série d'ateliers d'art culinaire offerts par le Centre de l'éducation permanente de la région nord-est. En plus de l'apprentissage dans une ambiance d'amitié, les participantes ont eu l'occasion de déguster ces petits bijoux d'hors-d'oeuvres.



(Photo Lise Holeton)

Pour un dépliant
publicitaire répondant
à vos besoins voyez

franco
GRAFIX

6923-62e Avenue,
Edmonton, Alberta
T6C 0Z2
Téléphone 465-6561
Télécopieur: 465-3647

AVIS DE TRAVAUX FERROVIAIRES PROJÉTÉS

Conformément au paragraphe 8(1) de la Loi sur la sécurité ferroviaire, S.R.C. 1985, c.32 (4e supplément), la présente donne avis de l'intention de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada de construire une antenne ferroviaire pour desservir l'usine de pulpe et papier projetée par Alberta Pacific Forest Industries. Cette antenne prendra naissance à environ 160 kilomètres au nord d'Edmonton, au point milliaire 71,09 de la subdivision Lac La Biche du réseau CN, près du Village de Boyle en Alberta, et s'acheminera en direction nord sur une distance de 36,03 kilomètres (24,39 milles) vers l'usine.

Toutes les voies seront situées sur une emprise dont le CN était déjà le propriétaire ou qui a été acquise à cette fin. Cette antenne qui constitue un lien primordial entre l'usine Alberta Pacific Forest Industries et ses clients, sera construite, exploitée et entretenue par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada.

Conformément aux dispositions des articles 111 et 112 de la Loi sur les chemins de fer, S.R.C. 1985, c. R-3, les travaux de construction ne seront pas commencés tant que le tracé général de l'antenne n'aura pas été agréé par l'office, les plans, profil et livre de renvoi n'auront pas été approuvés par lui et déposés à son bureau et que des copies certifiées conformes n'auront pas été déposées chez le registraire des titres.

Pour de plus amples renseignements sur ce projet, veuillez vous adresser à:

A.R. Erickson
Exploitation Ingénierie
Chemins de fer nationaux
du Canada
16e étage, Édifice CN
10004, 104 avenue
Edmonton (Alberta)
T5J 0X2
Téléphone: (403) 421-6430

R.D. Morin
Exploitation Ingénierie
Chemins de fer nationaux
du Canada
16e étage, Édifice CN
10004, 104 avenue
Edmonton (Alberta)
T5J 0X2
Téléphone: (403) 421-6583

Toute personne qui considère que les travaux ferroviaires projetés porteraient atteinte à sa sécurité ou à celle de ses biens peut, dans les soixante (60) jours de la date de cet avis, notifier son opposition motivée aux travaux projetés à:

S.A. Cantin, c.r.
Avocat général
Chemins de fer nationaux du Canada
C.P. 8100
Succursale A
Montréal (Québec)
H3C 3M4

en y joignant un exemplaire de cet avis.

Copie de la notification devra également être déposée auprès de:

L'Honorable Jean Corbeil
Ministre des transports
Transports Canada
Place de Ville, Tour C
21e étage
Ottawa (Ontario)
K1A 0N5



Office national de l'énergie
Ordonnance d'audience GH-R-1-91
AVIS D'AUDIENCE PUBLIQUE

Dans sa demande du 29 mai 1991 présentée à l'Office national de l'énergie ("l'Office") et modifiée le 27 novembre 1991, l'Association pétrolière du Canada ("APC"), inquiète des effets que les récentes décisions réglementaires de la Public Utilities Commission de la Californie pourraient avoir sur les contrats existants et proposés d'exportation de gaz canadien autorisés par l'Office, a demandé que l'Office révise sa décision concernant la délivrance de la licence d'exportation de gaz GL-111 à l'Alberta and Southern Gas Co. Ltd. ("A&S") et que l'Office assujettisse ses autorisations d'exportation à court terme d'une condition interdisant les livraisons, dans le réseau pipeline de la Pacific Gas Transmission Company ("PGT"), de volumes de gaz canadien destinés au marché du nord de la Californie qui ne sont pas prévus dans les contrats de fourniture passés entre A&S et PGT, jusqu'à ce que la restructuration des contrats à long terme ait été exécutée et que les autorisations réglementaires requises aient été obtenues.

Les décisions de la Public Utilities Commission de l'État de la Californie des États-Unis d'Amérique risquent également d'avoir une incidence sur l'accès aux services de transport et de ventes sur les réseaux pipeliniers aux États-Unis d'Amérique et d'avoir des conséquences graves et néfastes sur l'exécution des contrats actuels de fourniture et de transport de gaz naturel dans le nord de la Californie.

L'Office a donc décidé, conformément aux articles 12, 21 et 59 de la Loi sur l'Office national de l'énergie ("la Loi"), de tenir une audience publique visant à revoir les licences GL-99 et GL-111 et sa décision GH-5-88 et d'instruire les questions suivantes:

- les répercussions des actions et décisions de réglementation prises par l'État de Californie des États-Unis d'Amérique sur les contrats d'exportation existants et proposés de gaz canadien autorisés par l'Office en vertu des licences GL-99 et GL-111;
- les conséquences de ces actions et décisions sur les conclusions et décisions que l'Office a rendues à l'instance GH-5-88 conformément à la méthode d'examen basée sur les conditions du marché;
- l'opportunité d'une restructuration commerciale des contrats à long terme sur lesquels sont fondées les licences d'exportation, compte tenu de ces actions et décisions et, si une telle restructuration doit se faire, le moment le plus propice pour l'exécuter;
- si l'Office est habilité (et dans l'affirmative, s'il est souhaitable de le faire) à assujettir toutes les autorisations d'exportation à court terme à une condition interdisant les exportations à Kingsgate (Colombie-Britannique) de volumes de gaz canadien destinés aux consommateurs dans le nord de la Californie si ces volumes ne sont pas prévus dans les contrats passés entre A&S et PGT et, dans l'affirmative, pendant combien de temps une telle condition d'interdiction devrait être en vigueur;
- si l'accès à la capacité du gazoduc d'Alberta Natural Gas Company Ltd. ("ANG") est ou devrait être assujéti aux contrats à long terme actuels de fourniture de gaz canadien aux marchés de la Californie, compte tenu des conséquences possibles des récentes actions et décisions de réglementation prises par les États-Unis d'Amérique;
- s'il y a lieu de modifier le tarif de l'ANG compte tenu des points soulevés au paragraphe e) ci-dessus ou de toute autre conséquence sur le transport et la vente de gaz canadien qu'auront les actions et décisions prises par les États-Unis d'Amérique et, dans l'affirmative, pendant combien de temps ces modifications tarifaires devraient être en vigueur.

L'audience commencera à 13 h le lundi 24 février 1992, dans la salle d'audience de l'Office national de l'énergie, troisième étage, 311, 6^e Avenue s.-o., Calgary (Alberta).

Les personnes qui souhaitent intervenir à l'audience doivent déposer une intervention écrite auprès du secrétaire de l'Office au plus tard le 6 janvier 1992. Le secrétaire publiera une liste des intervenants peu après.

Les personnes qui veulent seulement présenter des commentaires devraient envoyer une lettre de commentaires au secrétaire au plus tard le 3 février 1992.

L'Office a également décidé de consulter les intervenants sur l'opportunité d'adopter des mesures provisoires en attendant les conclusions de l'audience publique pour:

- modifier immédiatement toutes les autorisations d'exportation à court terme en les assujettissant à une condition visant à interdire les livraisons à Kingsgate (Colombie-Britannique) de volumes de gaz canadien destinés aux consommateurs dans le nord de la Californie si ces volumes ne sont pas prévus dans les contrats passés entre A&S et PGT;
- suspendre une portion quelconque du tarif de l'ANG et y substituer des dispositions qui permettraient de résoudre immédiatement les questions de l'accès aux services garanti et interruptible, l'affectation ou le courtage de la capacité et autres modalités de services de transport sur les installations d'ANG.

Les intervenants devraient déposer leurs mémoires au sujet des mesures provisoires auprès du secrétaire de l'Office et en signifier copie à l'ANG, à la APC et à tous les autres intervenants au plus tard le 13 janvier 1992. L'ANG et la APC auront jusqu'au 24 janvier 1992 pour répondre aux mémoires des autres intervenants.

Des renseignements, en français et en anglais, sur les procédures régissant l'audience (GH-R-1-91) ou sur l'ébauche révisée des Règles de pratique et de procédure de l'ONÉ régissant toutes les audiences peuvent être obtenus en écrivant au secrétaire de l'Office ou en téléphonant au Bureau de soutien de la réglementation de l'Office au (403) 292-4800 à Calgary (Alberta).

G.A. Laing
Secrétaire
Office national de l'énergie
311, 6^e Avenue s.-o.
Calgary (Alberta) T2P 3H2
Télécopieur: (403) 292-5503

DURAND

Alberta:		Position
Edmonton	Shaw Cable	35
Edmonton	Vidéotron	38
Saint Paul	Northern Cable	35
Red Deer	Shaw Cable	31
Medicine Hat	Cablev. Medicine Hat	18
Calgary	Rogers Cablesystems	

• Aide aux agriculteurs

Les chèques sont postés

OTTAWA - Les premiers chèques émis dans le cadre du programme de soutien aux agriculteurs de 800 million \$ ont été remis à Postes Canada le 18 décembre dernier.

L'annonce a été faite par le ministre fédéral de l'Agriculture, M. Bill McKnight, le ministre d'État aux Céréales et Oléagineux, M. Charles Mayer, et le ministre d'État à l'Agriculture, M. Pierre Blais.

«Il est prévu que presque 50 000 demandes auront été traitées à la fin de décembre ce qui représente un total d'approximativement 100 millions \$ dans le cadre de ce volet du programme,» a déclaré M. MacKnight.

Connu sous le nom de Programme de soutien et d'ajustement en agriculture II (PSAA II) le programme dans les Prairies vient en aide aux producteurs qui le 31 décembre 1990 habitaient l'Alberta, la Saskatchewan ou le Manitoba et qui avaient semé des cultures en vue de la récolte de 1990. Des formulaires de demande personnalisés ont été postés directement aux producteurs qui détenaient un carnet de livraison de la Commission canadienne du blé en 1990-1991.

L'aide réservée aux producteurs de céréales et d'oléagineux des Prairies dans le cadre du PSAA II sera versée en deux paiements. La plupart des producteurs recevront un premier versement d'ici la fin de décembre ou le début de janvier. La seconde série de chèques sera postée au début 1992.

«Le gouvernement canadien

a répondu à l'appel à l'aide des agriculteurs des Prairies, a af-

firmé M. Mayer. Grâce à ce programme et aux autres mesures de soutien gouvernementale, comme le CSRN et le RARB, les producteurs de cé-

réales et d'oléagineux recevront milliards \$ entre septembre 1991 des paiements d'environ 2,8
...suite en page 16



Travaux publics
Canada

Public Works
Canada

APPEL D'OFFRES

Des SOUMISSIONS CACHETÉES pour le projet énoncé ci-après, adressées au gestionnaire régional, Politique et administration des marchés, Travaux publics Canada, bureau 1000, 9700, av. Jasper, Edmonton (Alberta) T5J 4E2, seront reçues jusqu'à 14h, à la date limite indiquée. On peut se procurer les documents de soumission à l'adresse ci-dessus, téléphone: (403) 495-3213, moyennant paiement des frais exigés.

PROJET

No 623981 - pour SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL CANADA, Duffield, Alberta, réserve de la Bande indienne de Paul, annexe du Poste sanitaire, construction sur l'annexe du Poste sanitaire.

Date limite: vendredi 17 janvier 1992

FRAIS: 100,00\$ (non remboursable) TPS incluse.

On peut consulter le dossier de soumission aux bureaux de l'Association des constructeurs d'Edmonton, Edmonton, Alberta.

Bureau dépositaire des soumissions: Les sous-traitants pour les travaux de mécanique et d'électricité doivent présenter leur soumission par l'entremise de l'Alberta Construction Tendering System Ltd., au 10215 - 176e Rue, Edmonton, Alberta, T5S 1M1, au plus tard à 14h, le MARDI 14 JANVIER 1992, conformément aux dispositions des «Règles normatives concernant les pratiques des bureaux de dépôt des soumissions (pour les projets de construction d'immeubles du gouvernement fédéral)» portant la date du 7 août 1991.

INSTRUCTIONS

Les frais exigés pour les documents de soumission doivent être payés comptant ou par chèque établi à l'ordre du Receveur général du Canada.

Le Ministère ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Canada



Défense
nationale

National
Defence

AVIS AU PUBLIC**CHAMPS DE TIR DU CAMP WAINWRIGHT**

Des exercices de tir auront lieu de jour et de nuit aux champs de tir du camp Wainwright, dans la province de l'Alberta, jusqu'à nouvel ordre.

Les champs de tir sont une propriété administrée par le MDN, sise au sud de la ville de Wainwright, entre les routes principales no 13 et no 14, et intersectée par la route no 41, dans les cantons 42 à 45, rangs 5 à 9, à l'ouest du quatrième méridien, dans la province de l'Alberta. Au besoin, il est possible d'obtenir une description détaillée de la propriété de Wainwright en s'adressant au chef du Génie construction du Détachement des Forces canadiennes de Wainwright (Alberta).

MUNITIONS ET OBJETS EXPLOSIFS PERDUS

Les bombes, grenades, obus et autres objets explosifs semblables sont dangereux. Il ne faut pas en ramasser ni en garder en souvenirs. Si vous trouvez ou si vous avez en votre possession tout objet que vous croyez être un explosif, veuillez le signaler à la police locale; on veillera alors à son enlèvement.

Il est formellement interdit de pénétrer dans ce secteur sans autorisation.

PAR ORDRE

Sous-ministre
Ministère de la Défense nationale

OTTAWA, Canada
17630-77

Canada

Canada

CMHC SCHL
Helping to house Canadians

Alberta
MUNICIPAL AFFAIRS

AMHC
Alberta Mortgage
and Housing
Corporation

APPEL D'OFFRES**SHERWOOD PARK II
APPARTEMENTS POUR ÂINÉS**

Projet: Construction d'un immeuble à ossature de bois de deux étages comportant 20 appartements pour aînés, à Sherwood Park (Alberta)

Numéro du projet: 1179-2755-2346

Les frais de ce projet sont partagés par les gouvernements du Canada et de l'Alberta.

Seuls les entrepreneurs généraux, en mécanique ou en électricité peuvent se procurer les documents de soumission auprès du bureau de R. Saunderson Architect Ltd., 10240, 124^e rue, Edmonton (Alberta) T5N 3W6, n° de tél.: 488-0405. Ils les obtiendront sur dépôt d'un chèque visé de 100\$ fait à l'ordre d'Alberta Municipal Affairs. Ce dépôt sera remboursé lorsqu'ils retourneront les plans et le cahier des charges, en bon état, au plus tard 14 jours après la date limite.

Ces documents peuvent être consultés au bureau de l'Association de construction d'Edmonton.

Les soumissions, cachetées, adressées à l'Office of Alberta Municipal Affairs, 9405, 50^e rue, bureau 100, Edmonton (Alberta) T6B 2T4, seront reçues jusqu'à 14 h, le mardi 28 janvier 1992.

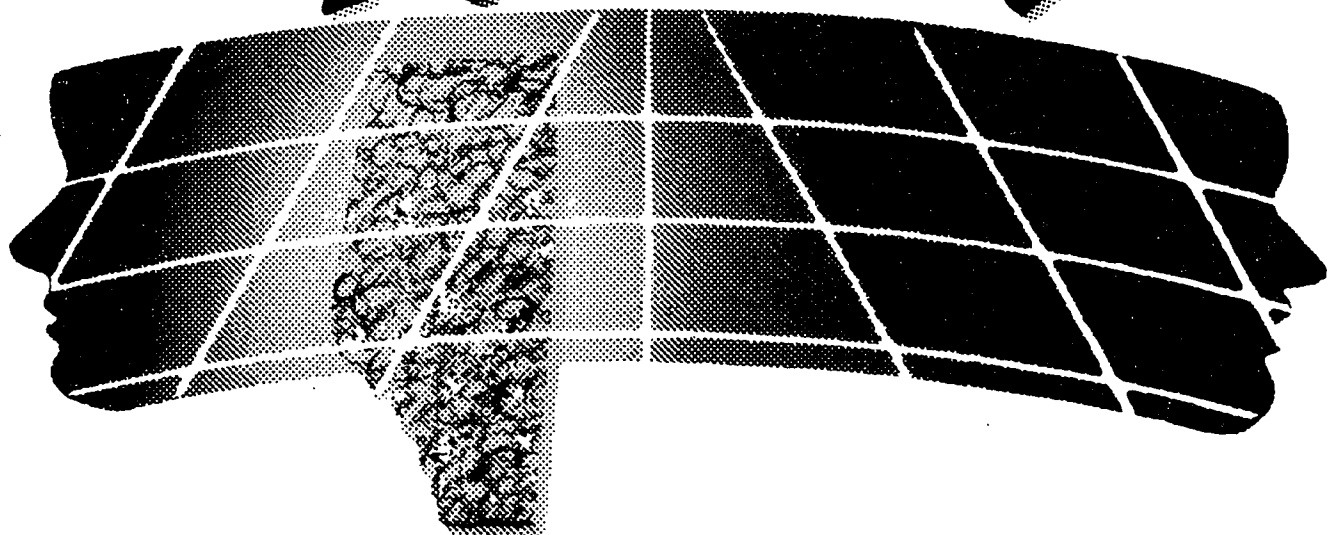
Les soumissions doivent être accompagnées d'un chèque visé ou d'un cautionnement de soumission égal à 10 p. 100 du prix total de la soumission.

LES SOUMISSIONS SERONT OUVERTES EN PUBLIC.

LA SOCIÉTÉ N'EST TENUE D'ACCEPTER NI L'OFFRE LA MOINS ÉLEVÉE, NI AUCUNE DE CELLES QUI LUI SERONT FAITES.

Archie R. Grover
Deputy Minister
Alberta Municipal Affairs

LES Albertains



CHFA/Radio-Canada présente
la 4ième série de l'émission
"LES ALBERTAINS" à compter
du 20 janvier, du lundi
au vendredi, de 8h45 à 9h15.



SRC
CHFA / Alberta

AVIS PUBLIC

Le Canadien National et les expéditeurs énumérés ci-dessous sont convenus de réduire les taux de transport pour la campagne agricole 1992-1993, conformément à l'alinéa 46(1)(a) de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest (LTGO). Ces taux sont inférieurs à ceux qui sont publiés en vertu de l'article 43 de ladite loi.

Le présent document constitue l'Avis public émis par le CN pour faire connaître les réductions de taux envisagées, conformément aux dispositions de l'alinéa 46 (1)(c) de la LTGO.

Les expéditeurs ci-après ont présenté une requête à l'Office national des transports, comme le prescrit l'alinéa 46 (1) (b) de la LTGO:

- ADM Agri-Industries Ltd.
- AgPro Grain
- Alberta Food Products
- Alberta Wheat Pool
- Arborfield Dehy Ltd.
- Cargill Limited
- Carlea Alfalfa Processors Ltd.
- Central Soya of Canada Ltd.
- Continental Grain Company (Canada) Ltd.
- Dominion Malting
- Falher Alfalfa Ltd.
- Finora Canada Ltd.
- Great Northern Grain Ltd.
- Louis Dreyfus Canada Ltd.
- The Hudson Bay Dehydrators Mutual Ltd.
- Manitoba Pool Elevators
- N.M. Paterson & Sons Ltd.
- North East Terminals Ltd.
- Northern Lite Canola Inc.
- Northern Sales Co. Ltd.
- Paddle Valley Products Ltd.
- Palliser Grain Co. Ltd.
- Parkland Alfalfa Products Ltd.
- Parrish & Heimbecker Ltd.
- Pioneer Grain Company Ltd.
- Prairie Malt (Canada) Ltd.
- Rainbow Alfalfa Farms Ltd.
- Robin Hood Multifoods
- Saskatchewan Wheat Pool
- Stow-Agro
- Tisdale Alfalfa Dehy Ltd.
- United Grain Growers Ltd.
- United Oilseed Products Inc.
- Westcan Malting
- X-Can Grain Ltd.

Type de réductions:

- Réductions selon le nombre de wagons:
- a) 18 wagons — 1,50 \$ la tonne
 - b) 20 wagons — 1,75 \$ la tonne
 - c) 50 wagons — 2,50 \$ la tonne
 - d) 100 wagons — 3,50 \$ la tonne
- Réductions selon le volume:
- a) De 0 à 5 000 tonnes — 0,75 \$ la tonne
 - b) De 5 001 à 10 000 tonnes — 1,50 \$ la tonne
 - c) Plus de 10 000 tonnes — 4,00 \$ la tonne

Dispositions particulières

Réductions selon le nombre de wagons

- a) Dans le cas d'expéditions à wagons multiples d'un point d'origine à une destination uniques, le chargement et la libération des wagons ainsi que l'émission des feuilles de route doivent être effectués par un expéditeur, à partir d'une installation, durant la même journée.
- b) Tous les wagons doivent être chargés dans les 24 heures précédant la mise en place, sauf si les méthodes d'exploitation des trains du CN ou de la gare en cause nécessitent ou permettent l'application d'un délai de chargement différent. Les wagons doivent être placés dans la rame de façon qu'aucun d'entre eux n'ait à être déplacé au moment du déchargement à destination.
- c) Ces réductions s'appliquent aux expéditions, à partir du point d'origine, en wagons-trémies couverts dont le poids brut unitaire est d'au moins 108,862 tonnes, ou 240 000 lb, compte tenu toutefois des dispositions relatives au poids minimal énoncées à l'article 360 du tarif CN/CP W 4310.
- d) Pour les transports à destination de Neptune Terminals (North Vancouver), Vancouver Wharves Terminal (Vancouver), Fairview Terminal (Prince Rupert) et Valley Camp Limited (Thunder Bay, Ont.), une période maximale de quatre jours cumulatifs sera prévue pour le déchargement, ce qui comprend le temps d'attente avant l'arrivée du navire et le temps de déchargement après la mise à disposition.

Exceptions

- a) Les réductions ne s'appliquent pas aux expéditions à destination d'une voie de transbordement en vue de leur déchargement.
- b) Elles ne s'appliquent pas non plus aux installations qui ne peuvent accueillir le lot minimal de wagons.
- c) Les détournements ne sont pas autorisés.
- d) Aucun privilège de traitement en route n'est accordé.

Réductions selon le volume

- a) Les réductions s'appliquent en fonction du taux et du tonnage relatifs à chaque point d'origine, pour la campagne agricole 1992/1993. Les clients qui possèdent plus d'une installation à un même point d'origine peuvent utiliser un tonnage global, comme le prévoit le tarif CN/CP W 4310.
- b) Ces réductions s'appliquent aux expéditions prenant naissance sur les lignes du CN, ou le poids brut unitaire est d'au moins 108,862 tonnes (240 000 lb).
- c) Elles sont calculées uniquement en fonction du tonnage excédant, pour chaque installation, la moyenne annuelle des expéditions pour les trois campagnes agricoles précédentes; le tonnage minimal est fixé à 25 000 tonnes pour la campagne agricole 1992/1993.
- d) Elles ne sont valables que pour les expéditions dont le CN assure l'acheminement complet sur ses propres lignes.

Exceptions

- a) Les réductions ne s'appliquent pas aux expéditions en wagons citernes.
- b) Elles ne s'appliquent pas aux expéditions avec escales de transformation.
- c) Elles ne s'appliquent pas aux expéditions qui sont détournées ou réacheminées à destination, et qui ne bénéficient pas des taux prévus par la LTGO.

Dispositions générales

Le total annuel combiné des réductions selon le nombre de wagons et des réductions selon le volume ne dépassera pas, pour une installation donnée, une somme égale à cinq dollars multipliés par le nombre de tonnes faisant l'objet d'une réduction selon le volume.

Produits visés:

Les grains, plantes et autres produits figurant à l'annexe 1 de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest.

Points d'origine:

Sont ici visés tous les points desservis par les lignes du CN, comme il est établi dans le tarif CN/CP W 4310.

Destination:

- | | |
|--|--|
| ONTARIO
Armstrong
Thunder Bay | COLOMBIE-BRITANNIQUE
Ridley
Prince Rupert
Vancouver
North Vancouver |
|--|--|

Date d'entrée en vigueur:

Le 1^{er} août 1992.

Référence tarifaire:

Tarif CN/CP W 4310

Contestation:

Toute personne qui a des motifs raisonnables de croire qu'elle sera lésée par la réduction de taux proposés peut, dans les 30 jours suivant la date de l'avis public, demander à l'Office l'autorisation d'en appeler en vertu de l'article 48 de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest. La demande doit être envoyée à:

Madame Suzanne Clément
Secrétaire
Office national des transports
OTTAWA
K1A 0N9

Une copie doit également être envoyée à:

Maitre S.A. Cantin
Avocat général
Services juridiques
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
C.P. 8109
MONTREAL
H3C 3N4

• Chine

Perdu par un texte du Dalai-Lama

Tamdin Sithar: tibétain de 45 ans, il purge une peine de 12 ans de prison prononcée en 1984 parce qu'il aurait été en possession d'une déclaration du Dalai-Lama, le dirigeant tibétain exilé en Inde. Il avait déjà été détenu sans jugement pendant plusieurs années, dans les an-

nées 70, à la suite d'une campagne menée par le gouvernement pour supprimer les «forces réactionnaires».

Tamdin Sithar a été arrêté le 26 août 1983 alors qu'il était dans une équipe de travailleurs près de Lhassa, capitale de la Région autonome du Tibet (Ré-

publique populaire de Chine). Il avait été transféré là en 1975 après sa libération d'une prison de Lhassa. Il avait été détenu sans jugement depuis 1971 pour avoir prétendument fait partie d'un groupe de jeunes demandant l'indépendance du Tibet et en raison de ses liens familiaux.

Tamdin Sithar est parent de l'ancien précepteur du Dalai-Lama. On croit qu'il est actuellement détenu à Drapchi, la principale prison de Lhassa, uniquement en raison de ses antécédents familiaux et de l'exercice non violent de son droit à la liberté d'opinion.

Tamdin Sithar aurait été jugé par le Tribunal populaire intermédiaire de Lhassa en 1984, mais on ne connaît pas les charges portées contre lui. Plusieurs autres Tibétains arrêtés en 1983, ont été accusés de «crime contre-révolutionnaires» parce qu'ils préconisaient l'indépendance du Tibet. Les accusations portées contre Tamdin Sithar ont peut-être été analogues.

A VOTRE SERVICE

 **DÉRY PIANO SERVICE**
J.A. Déry T.D.
accordeur de pianos, réparations et entretien
tél.: (403) 454-5733
11309, 125e Rue, Edmonton (Alberta)

Le système d'aspirateur **VACUFLO**
A & R DISTRIBUTORS LTD.
SIMON ROY
gérant
9331 - 63e Avenue téléphone: 436-1375
Edmonton, Alberta T6G 0G2 télécopieur: 437-5069

Academy Assurance-vie et invalidité
Insurance & Estate Planning Services Hypothèques
Régime enregistré d'épargne retraite
Certificats de placement garanti
RON POIRIER, M. ED
HECTOR A. POIRIER, B. ED
8925 - 82e Avenue Bur.: 469-3803
Edmonton, Alberta T6C 0Z2 Fax: 465-5446

DR R.D. BREAUT
DENTISTE
Strathcona Medical Dental Bldg.
Pièce 302, 8225 - 105e rue
Edmonton, Alberta T6E 4H2 Tél.: 439-3797

SHORNEY'S OPTICAL ESTABLISHED 1928
Paul Lorieau
Téléphone: (403) 439-5094
8217 - 112e Rue, Edmonton, Alberta T6G 2C8 (College Plaza)

CADRIN DENTURE CLINIC
Bernard Cadrin
Édifice G.B. 9562 - 82e avenue
Edmonton, Alberta T6C 0Z8
Entrée ouest, plancher principal
Bur.: 439-6189 Rés.: 465-3533

APCO Insurance Services Ltd
AUTO, MAISON, LOCATAIRE, VIE, COMMERCIALE
Raymond Piché **Cécile Charest**
#202, 10008 -109e rue, Edmonton, Alberta T5J 1M4
422-2912

DR COLETTE M. BOILEAU
DENTISTE
350, West Grove Professional Bldg.
10230 - 142e rue
Edmonton, Alberta T5N 3Y6 Tél.: 455-2389

R.G. (Guy) OUELLETTE
Directeur - Service à la clientèle
104e Avenue et 120e Rue
Edmonton, Alberta Tél.: 488-4881
T5K 2A7


Paroisses francophones

Messes du dimanche

Immaculée-Conception
10830 - 96e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Albert
Chapelle Connelly
McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

Sainte-Anne
9810 - 165 Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Thomas d'Aquin
8410 - 89 Rue
Samedi: 16h30
Dimanche: 9h30 et 11h

Saint-Joachim
9928 - 110e Rue
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30
Lundi au vendredi: 17h

Sainte-Famille à Calgary
1719 - 5e Rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30

Connelly McKinley Ltd. Salon Funéraire



10011 - 114e Rue
Edmonton, Alberta
422-2222

9, Muir Drive 256, rue Fir
St-Albert Sherwood Park
458-2222 464-2226

Le **BLOC-NOTES** est une chronique à la disposition de tout organisme voulant annoncer un événement sans but lucratif (sans frais d'admission) ex.: réunion hebdomadaire, mensuelle, annuelle, exposition culturelle, rencontre de clubs sociaux, etc. Ce service est **GRATUIT**. L'information pertinente doit nous parvenir par le courrier au moins 15 jours avant la date prévue de l'événement. L'heure de tombée est le **jeudi à 16h**. Vous pouvez aussi vous adresser à votre agent communautaire régional de l'ACFA qui se fera un plaisir de vous aider.

BONNYVILLE

Rencontre tous les lundis et vendredis au centre culturel pour jouer aux cartes, au bingo et jeux libres. Le lundi de 13h à 15h: jeux de cartes et à 15h jeux libres. Le vendredi à 13h: bingo, suivi de jeux libres. Nous invitons tout spécialement les personnes du 3e âge (aînés) à venir s'amuser avec nous. Info. 826-1909 (J.A.)

Réunion mensuelle du Club de l'Aurore pour les aînés à Bonnyville le 1er jeudi du mois. Info. 826-1909 (J.A.)

Réunion mensuelle du comité de la Société historique, le 3e mercredi du mois à 19h30, au musée. Info. 826-5275 (J.A.)

EDMONTON

Ballon-volant tous les mardis à l'école Maurice-Lavallée de 18h à 22h. Pour info. ACFA régionale d'Edmonton au 469-4401. (J.A.)

Bridge tous les mercredis au sous-sol de l'église St-Joachim organisé par le Club de l'Age d'Or de St-Joachim. Inf. Églaise Mercier au 489-4417. (J.A.)

Chevaliers de Colomb, Conseil La Vérendrye, assemblée mensuelle le 2e mardi de chaque mois. Inf. Émile Amyotte au 465-3325. (J.A.)

Réunion mensuelle de C.A.F.E. (Cercle d'Artisanat Francophone d'Edmonton) le 2e jeudi de chaque mois, à 19h39, au sous-sol de l'église St-Joachim. Inf.: Gerry Dupont au 452-0032 ou 492-4186. (J.A.)

Chevaliers de Colomb, Assemblée Jacques Cartier, réunion mensuelle régulière le 4e mardi de chaque mois. Inf.: Jacques Baril au 426-0382. (J.A.)

VOULEZ-VOUS participer plus activement à la communauté francophone? Devenez membre des Jeunes entrepreneurs francophones en contactant Mario Bergeron au 465-2943 ou Clément Lavoie au 465-1092 ou en assistant à notre réunion mensuelle (chaque 2e mercredi du mois). (J.A.)

Rencontres ENTRE FEMMES - Millwoods, le mercredi de 9h à 11h chez Manon (461-8222). Près de l'école Notre-Dame, le mercredi de 13h à 15h chez Sylvie (483-2411). Autres quartiers, adressez-vous à Christiane au 466-5012 (en soirée) pour vous inscrire. (J.A.)

Paroisse Notre-Dame de Lorette, Lancaster Park, messe tous les samedis à 16h30. Info: 973-418 3 (J.A.)

FORT McMURRAY

Atelier en français sur l'impôt, le samedi 8 février. Madame Claire Dallaire sera la personne ressource. Info: Carole au 791-7700 c'est gratuit. (31-7)

Tous les mercredis de 15h30 à 16h30, venez nous voir pour «piquer» une bonne jasette en français. C'est un rendez-vous au bureau de l'ACFA etc est gratuit. Appelez-nous au 791-7700. (7-2)

PROVINCIAL

Préparons l'avenir de nos enfants... à la pré-maternelle. Une école conçue pour les enfants de 3 à 4 ans dont au moins un des parents est francophones. Pour info: communiquer avec la Fédération des parents francophones de l'Alberta 468-6934

La Société généalogique du Nord-Ouest accepte maintenant les dons d'ouvrages généalogiques et d'histoire de familles ainsi que les documents généalogiques pour sa bibliothèque ou pour ses archives. Lundi: 18h30 à 21h30 Mercredi: 10h à 15h et 18h à 21h30. Pour plus d'information, appelez Georgette Brodeur au 489-8864. (J.A.)

RIVIÈRE-LA-PAIX

TANGENT - Heures d'ouverture de la bibliothèque au Centre culturel: vendredi de 13h30 à 16h30. Pour info: Annie au 359-2126. (J.A.)

Chevaliers de Colomb Conseil Grouard no 3025 Réunion mensuelle, le 2e mercredi de chaque mois. Pour informations, Gérard Nicolet au 837-2461. (J.A.)

La pré-maternelle à Routhier, tous les lundis, de 13h30 à 15h20 et les mercredis de 8h45 à 11h30. Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à Dianne Gervais (animatrice) au 837-2713. (J.A.)

ST-PAUL

Réunion mensuelle du comité du musée historique de St-Paul, le 3e lundi de chaque mois au centre culturel. Info: 645-4800 (J.A.)

PETITES-ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service Le Franco vous offre une chronique de petites annonces.

Tarifs: 7 \$ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 \$ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 \$ pour l'encadrement. Vous devez calculer 7% de TPS.

Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi matin. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le 465-6581 avant le lundi à midi.

Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

Le Franco, 8923 - 82 Avenue, Edmonton (Alberta), T6C 0Z2

EDMONTON

Gardiennage demandé, du lundi au mercredi, pour garçon de 5 1/2 et une fille de 3 ans, chez moi, bon salaire. Appeler Lucy au 465-9092. (17-1)

Jeune femme avec expérience garderait enfants d'âge préscolaire chez moi, du lundi au vendredi, quartier Strathcona. Appeler Cinthia au 433-5278. (17-1)

Initiation à la musique, chants (Kodaly), instrument de percussion, mouvements corporels pour enfants de 2 et 3 ans accompagnés d'un parent ou d'une gardienne. Cours d'hivers-printemps en petits groupes, enseignés par Strutika Garfinkle Ph. D. dans le voisinage de Millcreek. Pour information composer le 433-4752. (17-1)

CALGARY

Recherche gardienne francophone pour bébé âgé de 5 mois, 3 jours/semaine à partir de février, région Beddington ou centre-ville. Références exigées. Appeler au 274-2261. (17-1)

BÂTIR UN NOUVEAU MONDE

Le Franco 465-6581

CARTES D'AFFAIRES



Spécialistes en immobilier résidentiel et commercial
466-6627 (EDMONTON)



MARCEL BLAIS



GILLES BONJEAN



PAUL BLAIS

McCuaig DESROCHERS

avocats et notaires

Au service de la francophonie albertaine

500, Banque de Montréal
10199, 101e rue
Edmonton (Alberta) T5J 3Y4

tél.: 426-4660

ascott travel

Pour tous vos besoins de voyage

Hys Center, 11010 -101 Rue,
Edmonton, Alberta T5H 4B9

(403) 423-1040

Albert Tardif, président



Albert (Al) Parent
Rés.: 421-9282

NIEDERHAUS & FATH Real Estate LTD
468-4515

16 ans d'expérience
Résidentiel et commercial

9925 - 50e Rue
Edmonton, Alberta T6A 3X5
Bur.: 468-4515/466-7522

Coupon d'abonnement au journal

LE FRANCO

8923-82e avenue
Edmonton, Alberta
T6C 0Z2

TARIFS:
1 an: 19,26\$
2 ans: 34,24\$
(TPS incluses)

N.B. Les membres de L'ACFA reçoivent un abonnement GRATUIT au Franco. Adressez-vous au bureau de votre ACFA régionale pour devenir membre.

Moi, je m'abonne!!

Nom _____

Adresse _____

Ville _____ Province _____

Code postal _____

Votre chèque ou manda-poste rédigé à l'ordre du Franco. (Enlèbres moulées S.V.P.)

• *Synode des évêques*

Le rôle de l'Église dans la nouvelle Europe

OTTAWA - Le récent Synode spécial des évêques pour l'Europe a sans contredit été un moment historique pour l'Église de ce continent, et une occa-

sion privilégiée de réflexions pour tous ceux qui y ont participé. C'est du moins l'avis du président de la Conférence des évêques catholiques du Canada

(CECC), Mgr Marcel Gervais, rentré de Rome il y a à peine quelques jours.

Mgr Gervais faisait partie des 135 évêques qui ont assisté à ce Synode tenu à Rome du 28 novembre au 14 décembre dernier. À remarquer qu'il était l'un des cinq évêques non-européens invités par le Saint-Père.

Le Synode avait pour objectif de faire le point sur les changements sociaux et politiques survenus plus particulièrement en Europe de l'Est au cours des dernières années. Il voulait également explorer le rôle potentiel de l'Église dans la définition de la «nouvelle Europe». «Nous étions tous là pour écouter, pour nous sensibiliser, et voir comment les valeurs humaines et évangéliques peuvent être à la base même de cette nouvelle Europe», de souligner Mgr Gervais.

Dans le cadre de ce Synode, le président de la CECC a prononcé un bref discours, fai-

sant notamment ressortir les points de comparaison entre l'Europe et le Canada. «Tous deux, dit-il, sont confrontés à la nécessité de redéfinir les axes majeurs de leur façon de vivre traditionnelle. D'un côté, le Canada est une entité politique déjà constitué qui doit faire face à diverses pressions souverainistes. De l'autre, l'Europe, formée de pays souverains, est à la recherche d'une nouvelle expression de son unité».

Selon Mgr Gervais, l'unité dans la diversité, voilà l'objectif que Canadiens et Européens doivent s'efforcer de réaliser dans le contexte actuel. Pour l'Europe de l'Est en particulier, cet objectif est d'autant plus pertinent que le communisme a échoué dans sa tentative de parvenir à l'unité par l'uniformité.

«Depuis dix ans, le Canada mène activement un débat constitutionnel, a fait remarquer Mgr Gervais aux évêques

du Synode. Nous sommes donc familiarisés avec les nombreux paramètres qui président à l'élaboration d'une constitution - défi auquel de nombreux pays de la nouvelle Europe sont en train de faire face, a-t-il dit. Dans ce contexte, il ne suffit pas que l'Évangile pénètre le cœur des individus et des communautés. Il doit aussi pouvoir s'exprimer dans les constitutions de nos pays respectifs».

Selon Mgr Gervais, le Canada et l'Europe sont tous deux en période d'introspection. Pourtant, en tant qu'Église, «nous devons aussi porter notre regard vers l'extérieur; notamment en nous montrant favorable à l'accueil des immigrants et des réfugiés.» Il y va du message même de l'Évangile. L'obligation de donner un toit à celui qui n'en a pas doit dépasser des considérations purement nationalistes qui, pour lui, peuvent facilement conduire au racisme.

TransCanada PipeLines Limitée

Demande relative aux droits devant entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1993

Au milieu de l'année 1992, TransCanada PipeLines déposera auprès de l'Office national de l'énergie (ONE) une demande relative à de nouveaux droits de transport devant entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

Parallèlement à cette demande, TransCanada a l'intention de mettre sur pied un Groupe de travail sur les droits de transport pour 1993. Ce groupe étudiera toutes les questions devant être intégrées à cette demande et tentera d'en arriver à un consensus sans que la tenue d'audiences soit nécessaire.

Toute personne concernée par un aspect quelconque de la demande peut faire partie du Groupe de travail. Les réunions auront lieu environ une fois par mois et alterneront entre l'Est et l'Ouest canadien.

La première réunion est prévue pour le 21 janvier 1992, à 9h, à Montréal.

Toute personne ayant besoin de renseignements supplémentaires est priée de composer le numéro de téléphone ci-dessous. Les personnes désireuses d'assister à la réunion et de participer aux discussions du Groupe de travail sont priées de communiquer par écrit avec :

M. Steven Jakymiw
Vice-président, Tarification
TransCanada PipeLines Limited
111 Fifth Avenue SW
P.O. Box 1000, Station M
Calgary, Alberta T2P 4K5

Téléphone : (403) 267-1020
Télécopieur : (403) 267-1039



TransCanada PipeLines

Les demandes écrites doivent être faites au plus tard à la fermeture des bureaux le mercredi 15 janvier 1992.

Chèques

...suite de la page 13

et juin 1992. Un total de 550 millions de \$ proviendra des primes de producteurs.»

«Ce programme comprend divers mécanismes de façon à pouvoir fournir rapidement de l'aide aux agriculteurs canadiens», a expliqué M. Blais.

Les producteurs admissibles qui ne détenaient pas de carnet de livraison de la Commission canadienne du blé en 1990-1991 peuvent s'adresser au bureau d'administration du PSAA II pour obtenir un formulaire. Le 12 février 1992 est la date limite

pour présenter une demande.

Pour de plus amples renseignements, les producteurs de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba peuvent téléphoner sans frais au bureau d'administration du PSAA II en composant le 1-800-267-6008.

POUR VOUS INFORMER

CE SOIR

ALBERTA CE SOIR vous informe, en français, sur les événements quotidiens qui vous touchent de près et se fait le témoin de l'actualité.

Avec Marthe Langlois

18h00

Du lundi au vendredi



POUR VOUS AVANT TOUT